

le monde  
**Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 591

JEUDI 31 OCTOBRE 1985

8,00 F

**LE CHOMAGE  
CE N'EST PAS  
LES IMMIGRES  
C'EST  
LE PATRONAT  
ET L'ETAT**

**C.G.T.**

Derrière  
le demi-échec,  
un mécontentement  
plus profond.

PAGE 4

**JUSTICE**

Les auteurs  
de « Suicide,  
mode d'emploi »  
en procès

PAGE 6

**EDUCATION**

Chevènement :  
la mise  
au pas  
de l'école !

PAGE 12

F°P. 2520

# communiqués éditions

**BREST**  
Le groupe «Les Temps nouveaux» reprend ses émissions «Les Raisons de la colère» sur Fréquence-Mutuelle, 104 MHz, tous les mercredis de 20h à 21h.

**LE HAVRE**  
Le groupe Jules-Durand de la F.A. reprend ses activités. Tous ceux qui désireront se mettre en contact avec lui peuvent écrire aux relations intérieures qui transmettront.

**CHERBOURG**  
Le groupe de Cherbourg tient toujours une table de presse le samedi matin au marché aux Puces à partir de 10h.

**AUBENAS**  
Le groupe d'Aubenas reprend ses activités. Amis libertaires de la région et sympathisants n'hésitez pas à nous contacter pour renforcer l'expression des idées anarchistes dans le sud de l'Ardèche. Ecrire à C.E.S., B.P. 12, 07140 Les Vans, ou contactez-nous le samedi sur le marché d'Aubenas lors de la diffusion du «Monde libertaire».

**BOURGOIN-JALLIEU**  
Vous pouvez contacter la liaison de Bourgoin le samedi après-midi, de 14h30 à 17h, tous les quinze jours, dans la rue piétonne place des Halles lors de la tenue du stand de presse du Collectif anarchiste de Bourgoin.

**ST-ETIENNE**  
L'émission «Rouge et noir-Tribune libertaire» animée par le groupe Nestor-Makhno est diffusée désormais tous les lundis à partir de 20h sur les antennes de Radio-Dio (89,6 MHz). Au programme : l'actualité vue par les libertaires, nos échos «A boulets noirs», des débats sur l'histoire du mouvement ouvrier, le syndicalisme et tous les thèmes qui peuvent intéresser les libertaires.

**DUNKERQUE**  
Une liaison se met en place sur Dunkerque. Toutes les personnes intéressées peuvent écrire aux relations intérieures qui transmettront.

**AIX-EN-PROVENCE**  
La liaison d'Aix-en-Provence rappelle que tous les compagnons d'Aix et sa région peuvent se mettre en contact avec elle par l'intermédiaire des relations intérieures.

**LILLE**  
Le groupe de Lille reprend ses activités, on peut le contacter en écrivant à : F.A., B.P. 4, 59651 Ville-neuve-d'Ascq cedex.  
Rappelons également que «La Voix sans maître» émet tous les vendredis de 21h à 23h sur 99,6 MHz 9tél. 91.24.00) et que la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, Lille (métro Wazennes, tél. : 57.37.06) ouvre ses portes tous les dimanches de 10h30 à 13h (vente de livres, brochures et journaux, bibliothèque de prêt, centre de documentation). Pour tout soutien financier : Cercle d'études sociales, C.C.P. 7 806 13 M, Lille.

### T-SHIRT

La liaison de Bourgoin vient de rééditer le T-shirt avec le dessin de Reiser. Le prix est de 65 F pièce et de 60 F par cinq exemplaires. Il est à commander à l'adresse suivante : «Contre-Courants», liaison F.A., La Hadrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

### «MAGAZINE LIBERTAIRE»

Le numéro 7 du «Magazine libertaire» sur le thème : «Histoire(s) de radio(s) libre(s)» vient de paraître. Prix : 20 F.

### «VOLONTE ANARCHISTE»

Vient de paraître : V.A. numéro 29-30 consacré à «Michel Bakounine», par Gaston Leval, Jean Barrucé, Arnaud Marc-Lipiansky, Philippe Oyahamburu. En vente 35 F à la librairie du Monde libertaire. Abonnement à huit numéros : 150 F. Groupe Fresnes-Antony (F.A.), 34, rue de Fresnes, 92160 Antony (C.C.P. 2160042 C, Paris, à l'ordre de A.S.H.).

### BADGE

Un badge contre l'apartheid en Afrique du Sud a été édité. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F.

### ANGERS

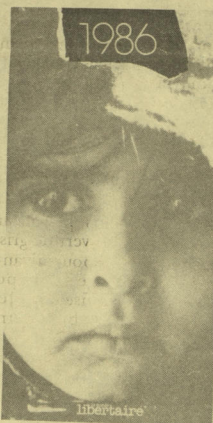
Le numéro 6 d'«Alternative libertaire 49», journal local édité par le groupe F.A. et le groupe antimilitariste est paru. On peut se le procurer contre deux timbres à 2,20 F à l'adresse suivante : «Alternative libertaire», B.P. 401, 49004 Angers cedex.

### AFFICHE

Une affiche a été éditée sur l'apartheid en Afrique du Sud : «Contre l'apartheid, pour l'égalité. Solidarité de tous les opprimés!». Format : 78 x 52. Prix 5 F l'unité et 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

### AGENDA

L'agenda 1986 du Monde libertaire est paru. Utile pour vous, lecteur du «Monde libertaire», c'est aussi un outil de propagande à travers les thèmes qu'il aborde. Il est indispensable à la vie personnelle et militante. Commandez-le dès maintenant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : 805.34.08). Dimension : 10 x 20. Prix de soutien : 70 F. Prix unitaire : 55 F. Prix au dessus de 5 exemplaires : 37 F l'unité (frais de port en plus). Chèques à l'ordre de Publico.



### AUTOCOLLANT



Un autocollant contre l'apartheid en Afrique du Sud vient d'être édité. Son format 12,5 x 8 cm. Son prix : 1F l'unité et 12 F les 20 exemplaires.

### Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)  
Tél. : 805.34.08

## liste des groupes f.a.

### PROVINCE

#### • GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charentes maritimes : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironda : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Puy-de-Dôme : Le Puy — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

#### • LIAISONS

Alpes-Maritime : Cannes-la-Brocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Lamballe, Saint-Brieuc — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Rouet — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est-Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

### RÉGION PARISIENNE

#### • GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

#### • LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

### LIAISONS PROFESSIONNELLES :

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

## communiqués

### MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille, comptant sur ses sympathisants, invite le public à participer à l'inauguration de son nouveau local, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille, le 16 novembre. Entre 14h et 20h, les débats et les discussions se dérouleront autour d'un buffet-buvette et dans une ambiance musicale choisie. Venez nombreux, ce «s'ra tant mieux... passqu'on f'ra pas ça tous les jours!»

## débats

### ANGERS

Le groupe d'Angers organise un cycle de débats public sur l'anarchisme. La première aura pour thème «Syndicalisme et anarchisme» et se déroulera le jeudi 14 novembre à 20h30 au Centre d'animation de la Doutre, 43, place G.-Bordillon, 49000 Angers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : L.M.F., 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat lettre  Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Amis lecteurs; Le clown'a assez servi, La presse à Le Pen — PAGE 4 : En bref, Renault, Le 24 octobre et la C.G.T. — PAGE 5 : Ils disent non à la guerre, Solidarité avec les insoumis, Procès de Frigoult, Helyette en procès (suite) — PAGE 6 : «Suicide, mode d'emploi» en procès, Arrestation de Yves Le Bonnicc — PAGE 7 : Fermeture d'école, réfugiés italiens, Apocalypse? Non! — PAGE 8 : La Suisse vert-de-gris, Nicaragua — PAGE 9 : Manifestation anarchiste en Uruguay, Nouvelles d'Espagne, Lettre du Brésil — PAGE 10 : Travailler aujourd'hui en U.R.S.S. — PAGE 11 : Notes de lecture, Programme R.-L., Salut compagnon, Rencontre avec... — PAGE 12 : Chevenement : la mise au pas!, Affaire du Coral.

# Le clown a assez servi !

Ça y est! la droite large Le Pen, le divorce n'est pas tout à fait consommé, mais à six mois des élections, R.P.R. et U.D.F. veulent se débarrasser d'un poids lourd qui pourrait les gêner dans les dernières lignes droites.

C'est l'U.D.F. qui l'a lâché en premier : Jean-Pierre Pierre Bloch, qui n'a pas un passé des plus antiracistes (1) a dit «il n'y a aucune alliance possible avec un homme qui prône la haine», et Stoléru, ancien ministre connu pour ses lois anti-immigrés, a ajouté : «Plutôt Fabius que Le Pen».

Le R.P.R., bien que subissant le plus les attaques de Le Pen, ne prend pas encore de positions franches, mais elles ne sauraient tarder.

Ces positions de principe signifient que la droite se sent suffisamment forte pour gouverner seule, ou plutôt qu'elle envisage la cohabitation avec le Parti socialiste sans problème. Il faut dire que les positions de la droite et de la gauche gouvernementale sont proches : il s'agit d'une affaire de technocrates.

L'U.D.F. a choisi la période où Le Pen occupait le plus les médias pour se démarquer, pour faire un coup médiatique en premier lieu, mais surtout parce que Le Pen apparaît aux yeux de l'opinion sous son vrai visage : porcine, menteur, démagogue, n'hésitant pas à se contredire, annonçant les anathèmes, etc.

Les révélations de Demarquet (peut-être un coup monté par le R.P.R.) n'arrangent pas les choses, elles apportent un parfum de scandale et prouvent, s'il en était besoin, que Le Pen est loin d'être intègre. Le Pen n'est pas assez «clean» pour la droite, il

n'apparaît plus que comme un parvenu dont les bourgeois ne veulent plus que jouer. Il a assez servi!

Ce démarquage par rapport à Le Pen permet à la droite de se donner une image de marque à peu de frais. Si Le Pen perd son audience — ce qui ne peut que nous réjouir, bien qu'il eût été plus important qu'il perde toute sympathie par une prise de cons-

ciences des gens plutôt que par de sombres magouilles politiciennes —, ses idées, elles, existent toujours et surtout chez cette droite qui crie «haro sur Le Pen», car il n'est que de les écouter, ces Stoléru, Bloch, Noir... les propos qu'ils tiennent sur l'économie, l'immigration, la sécurité sont exactement les mêmes que ceux de notre triste sire. Le Pen ne faisait que dire tout haut ce qu'ils n'osaient pas dire et, de plus, ne faut-il pas rattraper les électeurs de Le Pen, caresser les beaufs et les guignols aux cheveux ras dans le sens du poil.



JEAN-PIERRE LEVARAY  
(1) Il suffit de lire le journal local du 18<sup>e</sup> arrondissement pour se rendre compte de la violence anti-immigrés du style : amalgame systématique immigration et insécurité, par exemple.

Comme quoi, si par hasard, Le Pen perd son audience, il ne nous faut pas rester les bras croisés. Il nous faut, de

«Je dédie votre accueil à messieurs Jean Daniel, J.-F. Khan, Ivan Levaï et J.-P. Elkabbach, à tous les menteurs de la presse (...). Ces gens-là sont la honte de leur profession!» C'est sur ces mâles paroles que Le Pen a ouvert son discours à la Fête des Bleu, Blanc, Rouge (couleurs qui, mélangées, donnent du vert-de-gris, dit Cabu). Et poursuivant : «J'ai dit la vérité (à propos de ses déboires fiscaux). Je parle français, c'est bien normal. Un certain nombre de ceux qui m'ont interrogé ont l'excuse de ne l'avoir appris que récemment et de confondre les temps de conjugaison.» Tout cela assorti de qualificatifs tels «journalistes-flics de l'AFP», «pauvres imbéciles et menteurs», F.R.3 devenant une «chaîne communiste», «Libération» le «journal de la pègre et de la mondanité bancaire», etc.

Nous voilà prévenu! Le führer nous l'a bien dit : quand le Front national aura le pouvoir, les seuls journaux que l'on trouvera en kiosques seront «National Hebdo»,

«Minute», «Présent» et «Rivarol», le seule presse qui «respecte les règles de loyauté, de vérité et de franchise.» Sérieusement, Le Pen est un homme trop sanguin, il s'emballer très vite et le masque tombe. Il s'en prend à quatre journalistes en particulier, et, par coïncidence, ce sont tous des journalistes de religion juive. Le Pen n'est pas antisémite, bien sûr... Il ne dit pas, du moins en public, «sales juifs» ou «youpins». Tout dans la finesse! Il suggère, les beaufs feront le reste (1).

La profession a immédiatement réagi. C'est beau, le corporatisme! Ceux qui ont en partie fabriqué le phénomène Le Pen sont ceux qui vont maintenant le descendre, méthodiquement. La décision radicale de Gérard Carreyrou, directeur de la rédaction d'Europe 1, de ne plus inviter Le Pen sur les ondes de la station prouve bien cette attitude nouvelle de la presse. Le Pen peut dire en toute tranquillité à longueur d'année, sur les radios et les chaînes de télévision, que les

Arabes vont envahir la France, que Pinochet est un type efficace, que l'apartheid c'est l'idéal, qu'il a toujours payé ses impôts et que la peine de mort doit être rétablie pour les voleurs de sacs à main, mais il ne doit pas toucher à la presse. Et ce con-là l'a fait!

A droite comme à gauche, des politiciens que Le Pen embarrasse beaucoup se frottent les mains un peu plus fort... et mettent au point des mesures répressives directement inspirées des campagnes de l'extrême droite qu'ils appliqueront demain. Et avec la complicité obscène des médias, bien sûr!

GIL  
GR. LIBERTAD

(1) A l'heure où nous bouclons ce numéro, nous apprenons l'agression dont a été victime le journaliste du «Monde» Alain Rollat, auteur de «L'Effet Le Pen» et «Les hommes de l'extrême droite» (ouvrages disponibles à la librairie du Monde libertaire). Lors d'une conférence-débat à Pantin, la salle a été envahie par des militants du F.N., avec à leur tête Roland Gaucher et Michel Collinot. Alain Rollat s'est fait traiter de «sale juif», de «franc-maçon» et d'«agent communiste», et a dû quitter la conférence sous la protection de la police. Sans commentaire!

## Editorial

Durant des années, il a pu déverser son flot de haine et de mensonges sur les immigrés, il n'en demeurait pas moins une «bête» (mais de scène), un «monstre» (médiatique s'entend). En s'en prenant à quatre journalistes, en revanche, Le Pen a déclenché une levée de boucliers dans l'ensemble de la presse, mue par une réaction corporatiste. Ah! la démocratie : Rambo contre le quatrième pouvoir, lutte au couteau dans laquelle chacun va mettre le paquet. Quant à ceux qui ne détiennent aucun pouvoir d'aucune sorte — juste leur «sale gueule» — ils peuvent continuer à subir toutes les humiliations, parfois jusqu'à en mourir. Ils peuvent continuer à compter pour du «beur»!

Et c'est dans l'indifférence quasi générale que sont parties de Bordeaux deux nouvelles marches contre le racisme et pour l'égalité des droits. Au-delà de cette forme de manifestations qui tend à devenir rituelle, d'aucuns s'interrogent sur l'unité d'un mouvement antiraciste où se coïncident un discours humanitaire et essentiellement moralisateur, d'une part, et un autre courant qui, ne cherchant pas à «ratisser» large, revendique une identité propre et l'égalité des droits, tant dans la société française qu'au sein même du mouvement antiraciste.

Une société qui se veut démocratique et proclame l'égalité des droits se doit de la pratiquer. A ce titre, la présence sous l'hémicycle de députés immigrés aurait une signification. Pour autant, le sort des Beurs et autres minorités immigrées n'en serait pas plus modifié que le salariat par la présence de «candidats ouvriers» dans le bocal à cornichons. Car nous entrons là sur le terrain de la lutte des classes et de la révolution sociale.

## La presse à Le Pen : « Touche pas à mes pôtes ! »



## Amis lecteurs

Cela fait plusieurs semaines que nous faisons appel à votre solidarité active, afin que tous ensemble nous puissions garantir l'autonomie du «Monde libertaire». Cette campagne que nous avons engagée doit nous permettre de réunir dans les semaines qui viennent, la somme de 110 000 F.

Nombreux déjà sont ceux qui ont répondu à cet appel, et une fois encore nous les en remercions. Mais, si nous voulons atteindre notre objectif, nous devons persévérer dans cette voie.

Salutations anarchistes  
LES ADMINISTRATEURS

POUR L'AUTONOMIE DU «MONDE LIBERTAIRE», SOUSCRIVONS...

### SOUSCRIPTIONS SEPTEMBRE :

Kozak : 50 F, Damei : 50 F, Martin : 50 F, Neyrat : 350 F, Publico : 125 F, Darnières : 50 F, Collart : 200 F, Merlot : 50 F, Le Guyader : 50 F, Hesto : 50 F, Garcia : 50 F, Debieu : 100 F, Fraichard : 200 F, Gillet : 140 F, Nicaise : 50 F, Chatry : 100 F, Lasfargues : 200 F, Beauteint : 50 F, Rouez : 50 F, Nikolof : 150 F, Care : 50 F, Vernet : 50 F, Gerard : 50 F, Groupe du 3e : 2 000 F.  
Total : 4 265 F.

### VIREMENTS AUTOMATIQUES SEPTEMBRE :

Gr. Bakounine : 100 F, Atzori P. : 50 F, Gr. Berneri : 150 F, Boluda J.-L. : 100 F, Bouey P. : 80 F, Delorme J. : 50 F, Lapasset B. : 100 F, Gr. Sacco-

Vanzetti : 250 F, Boitelle B. : 25 F, Chevchenko M. : 50 F, Ind. Bégard : 10 F, Costes D. : 50 F, Escoubet G. : 50 F, Exertier Ph. : 50 F, Fernandez L. : 50 F, Gr. Béziers : 50 F, Giraud-Chavignier : 300 F, Gr. Rouen : 50 F, Lansac J. : 54 F, Liaison Anizy : 100 F, Millot G. : 20 F, Beaufills : 25 F, Gr. Varlin : 100 F, Paris G. : 100 F, Pivert G. : 25 F, Remond J. : 100 F, Gr. Malatesta : 100 F, Gr. Fresnes-Antony : 150 F, Liaison Blois : 200 F, Maris S. : 250 F, Migniot V. : 150 F, Gr. du Marais : 50 F, Moulie G. : 30 F, Chapeyrou P. : 100 F, Gr. Aubenas : 200 F, Peirat Y. : 50 F, Gr. Louise-Michel : 150 F, Gourdon Ph. : 100 F, Cordellet D. : 30 F, Richard J.-C. : 100 F, Berraud J.-P. : 100 F, Boucher J.-L. : 200 F, Caillot J. : 50 F, Sanchez-Mateo J.-E. : 50 F, Celerier C. : 100 F.  
Total : 4 279 F.

Total souscription photocopieuse : 8 565 F.

## en bref...en bref...

L'Union pacifiste de France nous informe des dates de son prochain congrès. Celui-ci se tiendra les 9 et 10 novembre à Clermont-Ferrand, centre Blaise-Pascal 3, rue du maréchal Joffre (près du centre ville).

Une bibliothèque antimilitariste et une permanence objection viennent de se créer à Bordeaux. Les permanences se dérouleront tous les lundis de 17h à 19h au 7, rue du Muguet. Pour tout contact, écrire à la même adresse : Bibliothèque antimilitariste, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (tél. : (56) 81.01.91).

Le Centre d'étude sur le racisme et le fascisme (C.E.R.F.) organise le 5 novembre, à 20h30, un concert : «Le concert Geronimo». Avec : Dau al Set, City Kids, Dogs et Bérurier Noir. Le concert se déroulera au Parc des Expositions, hall G., Toulouse. Entrée : 50 F. Venez nombreux... Contact : C.E.R.F., B.P. 4131, 31030 Toulouse cedex.

Le C.P.C.L. de Rennes (Centre de propagande et de culture libertaire) existe depuis le mois de juillet 1983. Il a ouvert une librairie associative au 17, rue Victor-Hugo, et a organisé depuis deux ans divers débats publics. Dernièrement, le C.P.C.L. a déménagé et a installé sa librairie au 56, rue Poullain-Duparc, Rennes. Les chanteurs Louis Capart et Gilles Servat chanteront à cette occasion pour le C.P.E.L., le 14 novembre, à 20h30, à la Salle de la Cité. Le prix des places sera de 50 F à l'entrée et de 40 F en location au C.P.C.L., 56, rue Poullain-Duparc.

A l'initiative du C.A.I.O. et du groupe des Ullis (F.A.) un colloque sur le thème «Contrôle social et militarisation» se tiendra à la Faculté d'Orsay le samedi 2 novembre. Les sujets suivants seront abordés : militarisation de la recherche, fichage, ordonnances de 59, symbiose, quadrillage des mouvements sociaux... C.A.I.O., B.P. 103, 75522 Paris cedex 11.

Le Rassemblement des opposants à la chasse (R.O.C.) a une adresse : R.O.C., c/o A.P.A.G.E.C.I.S.E., 10, rue Erard, 75012 Paris.

Un comité de soutien et de coordination appelé C.R.A. Solidarité alternative s'est créé pour apporter un soutien efficace à Claude Sigala. Son adresse est : Ecole buissonnière, 74, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris. On peut aussi les contacter au : 43.07.38.27.

En recevant à l'Hôtel de Ville de Paris les participants à l'inter-congrès de la C.G.C., Jacques Chirac a déclaré qu'il était «urgent de reconstruire un syndicalisme puissant et responsables». Peu de temps avant la journée d'action de la C.G.T., cela revêtait une signification toute particulière... Surtout quand la C.G.C. fait savoir que pour elle le 24 octobre 1985 serait «le dernier cri du dinosaure cégétiste appelant à la lutte des classes...»

Comme pour répondre au maire de Paris, Max Gallo dans l'éditorial du «Matin» du 25/10 pense que «Le Parti socialiste doit se préoccuper d'occuper le champ laissé libre par le recul communiste

## le syndicalisme s'enrhume

Il semble nécessaire de revenir sur le dernier conflit à la Régie Renault, car si la plupart des analyses ont porté sur la stratégie actuelle du Parti communiste et de la direction confédérale de la C.G.T., on a peu évoqué les motivations des travailleurs directement concernés, ainsi que les interventions des autres «acteurs sociaux» — autres organisations syndicales et surtout la direction qui tente de profiter au maximum de ce qui se passe.

## LE MANS . LA FAUCILLE ET LE MARTEAU

Il faut toujours se rappeler quand on veut comprendre la réalité sociale à la Régie, que les situations des établissements sont très différentes (pourcentage d'immigrés, qualifications...).

L'usine du Mans notamment est très particulière. De création relativement récente, la direction est allée chercher son prolétariat dans les campagnes voisines et non pas au Maroc ou en Turquie. Encore aujourd'hui de nombreux ouvriers ont quelques champs, voire une petite ferme. Ceci explique partiellement leur capacité à soutenir des grèves longues.

Le manque de tradition ouvrière au départ explique qu'ils ne se sont pas syndiqués tout de suite, mais lorsqu'ils se sont organisés, quelques années après, ils l'ont fait — à la CGT et la C.F.D.T. — plus massivement qu'ailleurs. Ils avaient pour la plupart la même classification et des salaires proches.

Les grandes grèves d'O.S. de 1969, 1970, 1971, 1975 ont impliqué 80% des ouvriers.

Mais les «acquis» de ces grèves sur l'évolution professionnelle, s'ils ont amélioré la condition individuelle de beaucoup d'ouvriers, ont diminué leur capacité collective d'action. En effet des différenciations de qualifications et de salaires se sont développées avec le temps. Il faut être bien conscient que le capitalisme est caractérisé

autant par la division des individus dans une hiérarchie des salaires et de domination que par la propriété (privée ou étatique) des moyens de production.

Après une longue période sans conflits majeurs, les récentes grèves (septembre 84 et juillet 85) n'ont plus concerné que 30% du personnel. Il s'agit là d'un noyau dur, combatif, constitué en partie de jeunes, embauchés plus récemment et laissés pour compte dans leur évolution professionnelle. Il sont souvent difficilement contrôlés par les organisations syndicales, bien qu'en général syndiqués (à la C.G.T. majoritairement).

Cependant le mécontentement est bien plus large. En effet un P1 ayant 10 ans d'ancienneté va perdre 2 500 francs sur l'année 1985 par rapport à la hausse des prix, pour un salaire mensuel moyen de 6 500 F.

Le vote du 8 octobre reflète ces deux éléments contradictoires : sur 6 800 salariés présents, 1 890 votent pour la grève avec occupation, 1 263 contre (30 bulletins nuls).

C'est peu pour engager un conflit qui concerne de fait l'ensemble de la Régie, car Le Mans fabrique des équipements utilisés par les autres établissements et dont les stocks ne dépassent pas trois jours.

## L'ÉTERNUEMENT D'OCTOBRE

Certes à Billancourt, où les cellules du P.C. sont particulièrement actives, 70% des 6 000 votants choisissent l'occupation, mais nous taient certains faits —vus par de nombreux témoins— qui ont permis de gonfler ce chiffre!

Rappelons que déjà le 10 mai 1985 (ça vous rappelle quelque chose comme anniversaire?) avait vu le succès d'une manifestation à Billancourt, mais l'échec des débrayages.

Mais ailleurs, c'était nettement pire. A part Choisy-le-

Roi où l'occupation n'est votée qu'à 10 voix de majorité sur 870 votants, les débrayages sont très faibles ou inexistant. Ne prenons que le cas de Douai où, malgré des appels sur la radio locale et un système de ramassage par cars, seuls 400 travailleurs sur 7 000 viennent voter.

Il va donc s'agir très rapidement de sortir «dignement» d'une grève qui paraît vouée à l'échec.

Au Mans, le 15 octobre, après hésitations la C.G.T. accepte le protocole d'accord de la direction. Il était temps car, abandonnée par la C.F.D.T., la C.G.T. craignait des affrontements, une minorité de grévistes souhaitant ne pas subir sans réagir l'évacuation des C.R.S., risquait d'entraîner les licenciements de certains de ses militants.

Quelques jours plus tard, à Billancourt, dans le 1er collège (ouvriers) seul appelé à voter, 1 850 votent la poursuite de l'occupation, 2 202 l'action sous d'autres formes (formule pour l'arrêt de la grève), 302 bulletins blancs, sur 6 500 votants potentiels.

## SUPER-BESSE

Visiblement la direction avait bien préparé le terrain. Besse avait donné le maximum de publicité à la mauvaise situation de la Régie : 1 milliard de déficit par mois;

- une part du marché français tombée de 40% à 30%;
- une production quotidienne de 6 000 voitures, pour une capacité de 8 700;
- les effectifs de 99 000 en septembre 1984 pour 77 000 prévus en décembre 1986.

C'est ainsi que les départs «volontaires» se sont multipliés (prétraite à 55 ans, retour au pays, congés conversion...) Beaucoup de salariés ne veulent pas se faire «repérer» pour éviter les prochains licenciements.

Cette fois, la direction va pouvoir profiter de ce climat pour aller au-delà de sa tactique habituelle qui consistait à opposer la maîtrise et les cadres au bloc ouvrier. Elle

tente de regrouper les non-grévistes ; un meeting est organisé au Mans avec 3 000 à 4 000 salariés. Des feuilles prêtes depuis longtemps — sont présentées aux non-grévistes pour signature en échange du maintien de leur salaire (1 000 refus seulement au Mans pour 5 500 acceptations) ; à Billancourt, incertains du résultat, les militants C.G.T. conseillent à tout le monde de signer... Mais il faut tout de même signaler l'échec d'une manifestation des non-grévistes organisée à Billancourt par CGC-FO.

Plusieurs éléments facilitent ces manœuvres. Même si aujourd'hui la C.G.T. se veut à l'initiative de toutes les actions, y compris minoritaires, beaucoup n'ont pas oublié son faible soutien aux grèves de 81-82-83 chez Renault et son abandon des grévistes de Talbot-Poissey.

La C.F.D.T., par la confédération, la fédération de la métallurgie, mais aussi certaines sections de Renault, notamment Billancourt, attaque la C.G.T. en des termes qui doivent faire bien plaisir au patronat. Son «adaptation» au modernisme lui a valu de perdre le quart de ses voix en deux ans à la Régie.

Enfin les travailleurs immigrés, souvent isolés dans les conflits de 81-82-83, matraqués à cette occasion par une campagne de presse et gouvernementale les accusant d'être «manipulés par des intégristes chiites», ne veulent pas mettre en avant et beaucoup, même certains militants, retournent dans «leur pays».

## LES MAUVAIS JOURS FINIRONT...

Il est clair que beaucoup de points favorisent, à Renault comme ailleurs, l'offensive patronale : risques sur l'emploi, manœuvre de tous les «modernistes», tactiques des organisations politiques...

Mais il est tout aussi évident que le mécontentement est grand, que des noyaux durs refusent cette logique capitaliste. L'histoire du mouvement ouvrier a bien montré que les travailleurs ne subissent pas éternellement sans réagir des atteintes à leur condition sur tous les plans (emploi, conditions de travail, salaire...).

S'il faut en passer par la révolution pour reconstruire un outil collectif de lutte, d'échanges, de formation que les chapelles syndicales actuelles ne sont plus, les anarcho-syndicalistes rappelleront les caractéristiques qui se retrouvent chaque fois que les travailleurs passent à l'offensive : solidarité, action et organisation interprofessionnelles, indépendance vis-à-vis des partis politiques, internationalisme, interventions sur tous les aspects de la vie (salariale, mais aussi culturelle, sociale...).

SERGE

## Le 24 octobre de la C.G.T.

—et c'est vital pour le mouvement démocratique dans ce pays— il est capital (aussi) que d'autres forces syndicales viennent remplir le vide que la C.G.T. laisse dans son repli.

Le «Monde libertaire» dans ses pages ne s'est jamais privé de critiquer le rôle de «courroie de transmission» que le P.C. entend faire jouer à la C.G.T. Mais est-ce le fond des attaques anti-cégétistes qui fleurissent ça et là? Les appels concordants à un syndicalisme puissant et responsable, rejetant la lutte des classes teintent morosement l'automne 1985.

Il n'y a qu'à regarder le syndicalisme majoritaire et discipliné de l'Allemagne ou

de la Suède pour toucher du doigt que les social-démocrates s'y entendent aussi bien que les stalinien pour faire appliquer le dogme de la courroie de transmission...

Si la journée du 24 a été pour la C.G.T. un demi-échec, nous n'avons pas à nous en réjouir. Celle qui reste la première organisation syndicale de France, si elle peut encore mobiliser dans la rue, n'entraîne plus la production.

L'«Humanité» du 25 octobre titrait «Grèves et manifestations réussies. La force tranquille des travailleurs.» Ne voulant pas considérer le retentissement réel dans les entreprises, le quotidien du Parti communiste s'est donc

limité à photographier la mobilisation!

Qui a été mobilisé par cette grève du 24 octobre? Au-delà des zones d'influence et d'implantation de la C.G.T. (1), l'exemple n'a été que peu suivi et les satisfécits, qu'ils viennent de Montreuil ou de la place du Colonel-Fabien n'y changeront rien...

La C.G.T. a sorti sa machine de guerre, histoire de voir si les rouages étaient toujours bien huilés. Mais la machine sort quand le décide le bureau syndical et dans une stratégie politique. Vous avez dit marche-pied? J.-P. G.

(1) Si chez les dockers la grève a été parfois suivie à 100%, à l'usine Rhône-Poulenc de Vitry (pour donner un exemple) il n'y a eu que 70 grévistes sur 2 700 personnes...

# Ils disent non à la guerre

«Tout le monde déteste la guerre, c'est un fait, mais peu de personnes refusent son instrument : l'armée.»

«Et pourtant, l'armée est le moyen que se donnent les Etats pour faire la guerre. L'armée c'est aussi la hiérarchie qui façonne les jeunes. L'armée mate un homme, elle lui enlève toutes responsabilités : "ne plus penser... ne plus réfléchir, obéir!"»

«C'est pourquoi des jeunes refusent d'accomplir leur service militaire, certains choisissent l'objection de conscience, d'autres l'insoumission. Ils montrent ainsi un réel refus de la militarisation.»

«En tant qu'anarchistes, nous voulons la suppression de toutes les armées, et l'Etat qui déclenche les guerres. Nous sommes solidaires de tous les réfractaires qui refusent de marcher au pas et d'apprendre à tuer (...).»

C'est par le texte de ce tract que nous avons appelé les Rouennais à venir à notre réunion-débat publique en soutien aux insoumis actuellement emprisonnés. C'est Pierre Martial, bien connu des milieux libertaires et pacifistes —ancien insoumis, il anime les éditions Avis de Recherche— qui fut invité pour faire un exposé. L'insoumis Thierry Maricourt fut également sollicité, mais pour certaines raisons il ne put pas se déplacer à Rouen. C'est dommage car son témoignage était d'importance.

C'est donc une cinquantaine de personnes qui écoutèrent le sujet développé par Pierre Martial, exposé que l'on peut diviser en deux parties : l'historique des réseaux d'insoumis, la situation actuelle des insoumis.

Pierre, tout d'abord, nous a défini le terme «insoumis» et nous a démontré l'absurdité de la justice qui condamne l'insoumis à deux peines (insoumission en temps de paix et refus d'obéissance) alors qu'il n'y a qu'un seul délit! En effet, l'insoumis devrait être considéré comme un ci-

vil et non comme un militaire ce qui annulerait le délit de refus d'obéissance. Par ailleurs, cette justice n'hésite pas à condamner, en moyenne à 15 mois de prison, ce simple délit d'opinion et les personnes qui expriment ces actes à cause de leurs convictions libertaires, pacifistes ou non-violentes!

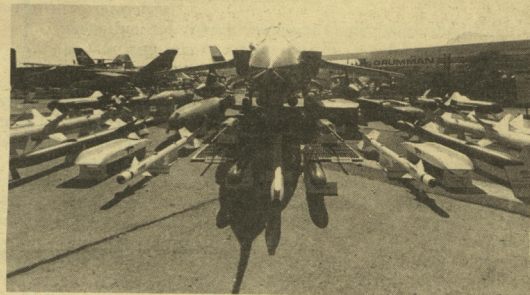
Pierre nous a résumé l'histoire des réseaux d'insoumis ; en 1972, par la naissance du Groupe d'insoumission totale (G.I.T.O. suivi dans les années 73-74 d'une intense répression, qui aboutit à la création du Groupe de solidarité et d'information insoumission (G.S.I.) en 1975. Le G.S.I. qui tente une coordination de petits groupes cloisonnés, et d'organiser, durant plusieurs années, le soutien matériel et juridique ainsi que l'information entre les réseaux clandestins. Le G.S.I. sera également à la base des premiers «Bulletins d'insoumission totale». Mais de nouveau, la répression s'abat sur ce groupe qui décide la création du G.R.I.T. (groupe lutonnaire insoumission totale) en 1977. Ce réseau lutte plus activement contre l'institution militaire, et c'est en septembre 1978 qu'est fondé le groupe Avis de Recherche. Pour plus de détail sur cette période, on peut consulter l'excellent ouvrage de Pierre Martial «Cavales insoumises».

Ensuite Pierre nous a dressé le tableau de la situation actuelle. Cela commence par le procès de Patrick Aguiar en janvier 1985, condamné à 15 mois de prison, l'emprisonnement de Thierry Maricourt condamné à six mois, de Serge Beausoleil à 18 mois de prison! (9 mois pour insoumission et 9 mois pour refus d'obéissance).

Depuis, ces insoumis ont été libérés et la plupart d'entre eux sont réformés et donc dégagés des obligations militaires. En effet, il faut savoir que, si l'insoumis n'a pas purgé au moins un an de prison, il peut être appelé sous les

drapeaux. C'est le cas de Patrick Aguiar qui a effectué onze mois et demi de prison et qui, n'étant pas réformé, peut à tout moment être incorporé. C'est aussi la situation de Dominique Seel, membre de l'U.P.F., condamné à un an et un jour de prison, qui devrait sortir prochainement ; mais les «médecins» militaires n'ont pas jugé utile de le considérer comme inapte au service malgré trois jours de coma à la suite d'un accident de la route!

Pierre nous a informé, ensuite, de la situation de Christian Frigoult qui depuis le mois de mai est en préventive à Rennes. Il a souligné l'importance du soutien face à la justice pour obtenir un rapport de force. Pierre a conclu son exposé par une citation d'Albert Camus : «Ceux qui ne veulent pas tuer doivent parler et ne dire qu'une seule chose, mais la dire sans répit, comme un témoin, comme mille témoins qui



n'auront de cesse que lorsque le meurtre à la face du monde sera répudié définitivement».

Le débat qui s'ensuivit fut également très riche et passionnant. Un grand merci à Pierre Martial pour sa participation à ce meeting, ce qui a permis d'informer davantage de personnes sur une lutte bien particulière contre la militarisation : l'insoumission.

En effet, en tant que militants anarchistes, il nous

semblait important, face à l'intense répression des insoumis cette année, d'informer sur le sort de nos camarades. Car bien des gens pensent qu'actuellement il n'existe plus d'insoumis ou de réfractaires à l'armée. Nous sommes là pour leur rappeler que tant qu'existeront l'armée, l'Etat et l'autorité, il y aura des insoumis et des anarchistes.

ERIC GR. DE ROUEN

## Solidarité avec les insoumis

Deux journées d'action organisées par le Comité de soutien aux insoumis ont eu lieu à Paris récemment.

Le samedi 12 octobre, à 18 heures, une dizaine de militants investissent la fontaine Saint-Michel pour y dérouler des banderoles sur lesquelles on peut lire : «Libérez les insoumis, libérez Christian Frigoult et Dominique Seel». Simultanément, une diffusion de tracts a lieu à la grande surprise des passants qui, en grande majorité, sont favorables à cette initiative.

La police arrive et les Ren- seignements généraux négocient



l'heure du départ des copains à 19h30. Aucune arrestation et les banderoles restent accrochées à la fontaine.

Le samedi 19 octobre, à 15 heures, une soixantaine de personnes se réunissent place Vendôme, devant le ministère de la Justice pour manifester leur soutien aux insoumis et déposer des pétitions. Hélas! Badinter ne travaille pas le samedi et c'est donc à un garde qu'elles sont remises (celui-ci devant les transmettre au ministre).

A 17h, ce même jour, sept militants se sont donnés rendez-vous sous le célèbre Arc-

de-Triomphe «des grandes boucheries» pour déployer là encore des banderoles.

Encore une fois un très bon impact se ressent parmi les touristes, mais l'action ne durera que 10 minutes, car l'arrivée très rapide des flics a mis fin à cette manifestation. Comme souvent, les copains furent embarqués pour un contrôle d'identités et relâchés vers 19h.

Pour avancer la libération des insoumis à toute armée, il nous faut ébranler cet édifice qu'est l'Etat. Ce sont par nos actions, si symboliques soient-elles, que nous gagnerons le combat face à ce monstre qu'est l'institution militaire, serviteur de l'Etat, que nous voulons détruire.

Dominique Comité de soutien aux insoumis

### Procès de Christian Frigoult

«Levez la main droite et dites je le jure...» Je lève la main droite, mouvement rapide. Drôle de jeu que la justice! «J'ai comparu devant un tribunal, il y a deux ans, pour le même motif que Christian Frigoult. Pour ce qui est un délit d'opinion votre justice a répondu par la prison. Mais ce n'est pas la répression qui nous fera accepter l'institution militaire...»

Ce mercredi 22 octobre, je témoigne au procès de Christian Frigoult. Mais je sais que d'autres, anciens insoumis récemment libérés, pourraient également témoigner, et prouver que notre refus de l'armée ne s'arrête pas aux portes d'une prison.

Libéré depuis très peu de temps, Dominique Seel a tenu à être présent à ce procès, procès que l'on voudrait d'un autre âge, procès archaïque comme le soulignera à juste titre Me de Félice. Emprisonné pendant onze mois pour avoir refusé d'endosser l'uniforme kaki, Patrick Aguiar était lui aussi présent.

Constatez, messieurs les juges, que nous sommes nombreux à refuser de rejoindre une armée qu'il nous faut nommer «école du crime», pour enlever toute l'ambiguïté dont vous vous servez sous le terme de «défense».

Un long procès, à l'issue duquel les juges ont condamné Christian Frigoult à 9 mois de prison ferme. Faut-il attendre la «prochaine», la «der-des-der», pour s'opposer à l'institution militaire? Christian Frigoult est convaincu que non, et paie de sa personne son engagement pour un monde démilitarisé. Dans ce combat, il est important de le soutenir.

L'Etat emploie la répression, la violence, pour contrer la contestation. Il est indispensable d'utiliser l'entraide pour contrer l'Etat et l'armée.

THIERRY MARICOURT

## Helyette en procès (suite)

Lundi 21 octobre, le jugement en délibéré est rendu à la 13e chambre correctionnelle du Palais de justice de Paris. Un filtrage zélé effectué par une quantité impressionnante de flics ajoute un côté dramatique qui fait sourire. Toujours le même dévoiement de force, comme il y a peu, lors du procès.

Expédiée en quelques minutes, l'annonce de la sanction confirme ce que l'on pensait à la suite de l'intervention du procureur général le 30 septembre. La jurisprudence est souple quant aux faits qui sont reprochés à Helyette : la détention illégale de valeurs tirées sur l'étranger (ce qui avait amené l'admi-

nistration des douanes à se porter partie civile).

Un mois avec sursis, la confiscation des valeurs et quatre-vingt mille francs à titre de dommages et intérêts. Pour une détention provisoire de quelque deux ans! Helyette ne sortira pas. D'autres inculpations l'en empêchent. La hargne et la persévérance des juges d'instruction Ripoll et Brugière (perquisitions surprises chez deux avocats à Toulouse, dans le milieu des réfugiés italiens) montrent la détermination de l'Etat d'en finir avec Action directe. Helyette ne passe pas à côté de la moulinette. Elle s'interdit d'ailleurs d'y tenter.

HERVÉ GR. LIBERTAD

# « Suicide, mode d'emploi » en procès

**Yves Le Bonniec, journaliste et écrivain libertaire, co-auteur avec Claude Guillon de « Ni vieux ni maître » et de « Suicide, mode d'emploi », passe en procès le 23 octobre à Paris.**

C'est en avril 1982, aux éditions Alain-Moreau, que paraît « Suicide, mode d'emploi », où en 290 pages, les auteurs disent que la certitude de pouvoir quitter la vie, au moment choisi et dans le minimum de souffrance possible est une source de sérénité et d'énergie pour vivre.

Dans le dernier chapitre, ils présentent une synthèse des informations techniques actuellement connues permettant de se donner une « mort douce » par intoxication médicamenteuse uniquement, les autres méthodes (armes à feu, gaz...) sont d'ailleurs explicitement déconseillées, parce que violentes et douloureuses.

La démarche des auteurs se rapproche de celle de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, qui compte 15 000 adhérents. Mais il n'est aucunement question dans ces pages d'incitation ou même d'apologie du suicide. « On ne se suicide pas parce qu'on a lu "Suicide, mode d'emploi", disent les auteurs, comme feignent de le croire nos ennemis. Le simple fait de lire une liste de médicaments pousserait au suicide : c'est grotesque. » Pour l'instant ce livre a été acheté, pour la France, par plus de 100 000 personnes qui sont loin de s'être toutes données la mort. D'autre part, dans « suicide, mode d'emploi », il y a une enquête détaillée sur les associations de prévention, une liste de centres anti-poison, etc., mais l'accusation n'en parle pas.

## LES ACCUSATIONS

Yves Le Bonniec est inculpé pour avoir échangé un courrier avec Michel Bonnal, dans lequel ce dernier demandait confirmation de renseignements se trouvant dans le livre. Michel Bonnal s'est suicidé peu après.

Après avoir été inculpé d'homicide involontaire par fourniture de moyen, la justice a abandonné, mais l'accuse quand même de s'être abstenu de l'assister. « Yves Le Bonniec n'a pas permis une quelconque intervention auprès de lui (Michel Bonnal) en s'adressant à ses parents ou à d'autres personnes compétentes » (texte de la plainte). « Il ne s'est préoccupé ni de la personne à qui il envoyait cette lettre ni de sa famille. Il ne s'est pas soucié d'alerter l'entourage. Le ton de cette lettre aurait pu être différent (...) Il aurait pu demander à son interlocuteur si sa détermination était réfléchie... »

A cela, les auteurs répliquent : « Michel Bonnal se sentait en confiance — le fait qu'il s'adresse à nous en disant "chers amis" ne nous paraît pas insignifiant — et ne jugeait pas utile de nous raconter sa vie, ou de nous faire partager ses réflexions sur son projet. »

A la première lettre de Yves, amicale et « dissuasive » (terme du Parquet), il ne choisit pas de répondre pour poursuivre le débat, mais se contente de demander deux précisions techniques.

« Lorsqu'un correspondant nous dit être "dans le désespoir", nous interroge sur le suicide par le feu, nous confie avoir pensé plusieurs fois à la pendaison ou qu'il "pense profondément à se faire disparaître" et que ce même correspondant nous réécrit deux mois plus tard pour demander des éclaircis-

sements techniques sur un médicament cité dans notre ouvrage, il ne nous vient pas à l'idée d'insulter sa détresse en lui demandant si sa détermination est réfléchie. »

Les auteurs ont reçu plus de 200 lettres de ce type où les lecteurs demandent des renseignements, ils doivent les détromper et leur expliquer que tout est dans le livre. Mais lorsqu'ils demandent un éclaircissement ou une confirmation, ils ne vont quand même pas répondre « débrouillez-vous ».

D'autre part, Michel Bonnal, ni aucun correspondant ne jugent bon d'indiquer l'adresse de ses parents ou de son médecin. Qui s'en étonnera? Alors qui prévenir? Les flics? Les

seigneurs? Une écoute fraternelle, ceux-là sont les ennemis de ceux qui sont morts. »

## PARODIE D'INSTRUCTION

Mme Bertolini, juge d'instruction, et le Parquet prétendent que ce n'est pas l'auteur du livre qui est visé mais l'individu qui a signé la lettre reçue par Michel Bonnal. Comme s'il ne s'agissait pas de la réponse à un lecteur demandant des explications sur le contenu du livre!

Ce qui est souhaité en fait par l'accusation, c'est qu'une fois l'un des auteurs condamné, il sera facile d'obtenir que l'Assemblée nationale exami-

sure de tout texte étant hostile au suicide.

Mme Bertolini a adopté d'emblée le point de vue de la partie civile, elle accepte, alors qu'elle est manifestement irrecevable en droit, la constitution en partie civile de l'Association de défense contre l'incitation au suicide, qu'anime le père de Michel (Henri Bonnal) — voir plus loin.

Alors qu'elle n'a jamais pensé entendre un seul témoin susceptible d'avoir connu Michel, elle prend l'initiative de recueillir la déposition d'une certaine Ginette Gouin, au seul motif que sa fille se serait suicidée après avoir lu et annoté « Suicide, mode d'emploi », aucun lien possible avec l'affaire Michel Bonnal. Seul lien, avec Le Bonniec, le livre. Comme quoi c'est bien du procès du livre dont il s'agit.

D'autre part, le livre a deux auteurs, Michel s'adresse aussi à Claude Guillon, or pas un instant Mme Bertolini n'a songé à l'entendre, ne serait-ce que comme témoin ; de même pour Alain Moreau, qui pourtant, lui aussi, reçoit des lettres de lecteurs.

Plus grave encore, Mme Bertolini a fait l'impasse complète sur les circonstances matérielles et sur les causes immédiates du décès de Michel. Il suffisait pourtant de lire le dossier pour se poser quelques questions de bon sens et mettre en doute les affirmations délirantes mais préemptives de M. Henri Bonnal, selon lequel « Suicide, mode d'emploi » aurait fourni l'idée et la lettre l'instrument du suicide de son fils. Cette lecture, la défense la fera à l'audience.

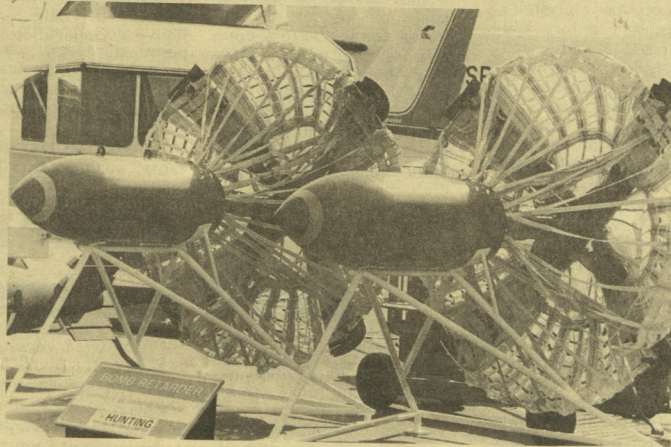
## L'ASSOCIATION DE DEFENSE CONTRE L'INCITATION AU SUICIDE

L'A.D.I.S. a été créée par le père de Michel, après le suicide de son fils au printemps 1983. Elle prétend regrouper les « victimes » de « Suicide, mode d'emploi » et mener une action de salubrité publique « contre la manipulation mentale », « le conditionnement au suicide » et les « diaboliques entreprises de mort » de ses auteurs.

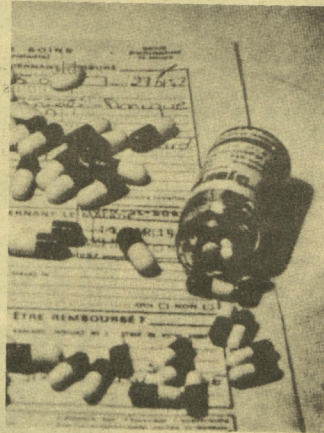
Elle mène campagne pour une loi de censure supposée combattre ce qu'elle appelle l'« incitation au suicide ».

Henri Bonnal a rassemblé autour de lui des militants douteux, tels que des catholiques intégristes, des militants de Légitime Défense, ou des gens comme M. Guignement qui soutient partout que sa femme s'est suicidée après avoir lu « Suicide, mode d'emploi », alors qu'elle s'est tirée une balle dans la tête, méthode explicitement déconseillée dans le livre. Enfin, M. Guignement a choisi pour conseiller Me Garaud, apôtre de la légitime défense et de la peine de mort... sans commentaire.

JEAN-PIERRE LEVARAY



« Suicide, mode d'emploi » (?).



ne la loi déjà adoptée par le Sénat, dont l'un des effets immédiats serait la saisie de « Suicide, mode d'emploi ». Pour l'instant, ce projet n'a pu venir à discussion publique suite à un barrage du Parti socialiste, Badinter étant hostile à un tel texte, demandant la cen-

Psy? Idée grotesque et indécente! Claude Guillon et Yves Le Bonniec seraient les seuls écrivains, obligés de trahir la confiance d'hommes et de femmes désemparés, à devoir faire transiter leur courrier par un cabinet d'hygiène mentale!

Le Parquet ajoute : « Yves Le Bonniec pouvait essayer de le dissuader de mettre à exécution son funeste projet, l'inviter à réfléchir et consulter un psychiatre. » On croit rêver! Le Bonniec avait déjà essayé de dissuader, et ça n'avait pas marché! Quant à l'envoyer chez un psychiatre : « nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'avoir envie de se suicider est en soi un signe de folie. »

## LA FOLIE DE MICHEL BONNAL

Michel Bonnal était fou, disent les parents et les accusateurs, il se croyait possédé par le démon. Il faut être bien fou pour croire au diable... Mais Michel ne parlait pas du diable dans ses lettres ni d'être croyant au point de vouloir entrer dans les ordres. Croire en Dieu et au Diable, est-ce un signe de folie? L'Eglise catholique croit bien aux deux et les curés, évêques, pape ne sont ni en hôpital psychiatrique ni sous neuroleptiques.

Il semblerait qu'on reconnaisse d'emblée à un père, à un mari, le droit de parler au nom d'un fils (majeur), d'une épouse, dès lors qu'ils sont morts. « Rien de plus révoltant que cette façon de se débarrasser de la volonté des disparus. » « Il ne s'agit pas de nier la peine ressentie, ni même de s'étonner de l'émergence de sentiments de culpabilité. Mais que les choses soient claires : les plaideurs n'ont pas le monopole de l'émotion. Ceux qui cherchent des coupables quand un proche a décidé de quitter la vie en trouvant ailleurs que dans son entou-

## Arrestation de Yves Le Bonniec

La salle de la 16e chambre correctionnelle était pleine à craquer ce mercredi 23 octobre 1985.

Beaucoup de gens pour assister au procès de Yves Le Bonniec inculpé pour non assistance à personne en danger (en l'occurrence Michel Bonnal).

Le Bonniec fut arrêté à la fin du procès et écroué à la prison de la Santé. Bonne occasion, n'est-ce

pas, de profiter de la présence obligatoire d'un inculpé à la barre. Pourquoi cette ignominie? Yves Le Bonniec ne s'est pas rendu à Castres pour l'instruction d'une affaire pour laquelle il doit répondre. La place nous faisant défaut, nous consacrerons davantage d'importance à cette arrestation dans le prochain numéro du « Monde libertaire ».

Le Comité de rédaction

## Fermeture d'école dans le 18<sup>e</sup>

Le 9 septembre 1985 : rentrée scolaire, 240 enfants entrent dans leur école maternelle du 11, rue André-del-Sarte (18<sup>e</sup> arrondissement). Des enfants pleurent, d'autres rient, aucun signe alarmant donc.

Le 3 octobre 1985 : une affiche sur la porte d'entrée appelle les parents à une réunion avec des représentants de la ville de Paris pour le 7 octobre. Premiers signes d'inquiétude, motus chez la directrice, les instituteurs, la concierge...

Le 7 octobre 1985 : 240 parents face à une tribune occupée par des élus du 18<sup>e</sup> et des représentants de la ville de Paris. Stupeur, on apprend que l'école, menacée d'écroulement, va fermer brusquement — dans les 5 jours — et que les enfants seront scolarisés, à partir du lundi 14 octobre, Porte de Champerret dans une école située derrière le périphérique, au milieu d'un chantier.

Question : ou bien il existe un danger réel et alors il est criminel d'avoir laissé des enfants effectuer leur rentrée scolaire dans ce bâtiment, d'autant plus que la dernière expertise sur laquelle s'appuie la mairie est en date du 30 août, ou alors il n'y a pas péril et, en ce cas, pourquoi cette expulsion précipitée. D'autant plus qu'il nous est impossible d'avoir des documents prouvant réellement qu'il y a danger.

Le rapport de contrôle Véritas, sur lequel s'appuie la mairie, ne conclut en rien à un danger d'écroulement. Bien au contraire, il envisage la conservation de l'immeuble en l'état, recommandant

en ce cas le renforcement des canalisations d'eau! Des professionnels du bâtiment, mandatés par les parents d'élèves, ont pu d'ailleurs constater qu'effectivement l'immeuble pouvait être conservé sans problème avec simplement quelques travaux d'aménagement dans les caves.

D'autre part, le transfert de 240 enfants, de 3 à 5 ans, à



la Porte de Champerret impliquent un transport quotidien dans dix minibus (1h30 par jour en opération de transport, débarquement et embarquement compris). De plus, les enfants seraient par-

qués dans un gymnase au départ et au retour. Ils devraient en outre rester obligatoirement à la cantine. En cas de maladie ou d'accident, les parents devraient venir les récupérer sur place, en pleine journée. Aucun personnel supplémentaire n'est prévu dans les autocars ou à la cantine. Enfin, contrairement aux dires de la mairie, les élèves restant en garderie ne seraient pas transportés en autocar, mais laissés avec les autres et devraient se rendre à pied dans une troisième (!) école.

Jeudi 9 octobre: après plusieurs démarches pour tenter de faire revenir les autorités municipales sur leur décision, les parents votent à la quasi unanimité une occupation de l'école jour et nuit jusqu'à accord sur une solution satisfaisante: maintien dans l'école des enfants s'il n'y a pas péril; reclassement de l'école dans le quartier si des preuves irréfutables et écrites sont fournies aux parents.

Samedi 12 octobre, au matin, la police évacue «manu militari» les parents qui occupent l'école et protège le déménagement, puis le mariage de l'établissement.

Au-delà des faits se posent un certain nombre de questions :

— la sécurité, la santé et la scolarité des enfants ont-elles si peu d'importance pour que la ville de Paris les traite de la sorte?

— pourquoi la ville de Paris bloque-t-elle dans un premier temps toute information précise concernant l'état de l'immeuble?

— pourquoi, par la suite, l'information donnée se révé-

## Réfugiés italiens une histoire sans fin

Mercredi 23 octobre, Salvatore Cirincione a été présenté devant le juge d'instruction qui lui a notifié son inculpation, ainsi qu'une demande d'extradition de la justice italienne.

Il avait été arrêté, ainsi que d'autres militants anarchistes, le 18 septembre dernier dans le cadre de commissions rogatoires. Salvatore, militant anarchiste, est dans un état de santé préoccupant. En effet, lors de son arrestation à Turin en avril 1980, il a subi des tortures entraînant de graves lésions rénales. L'Etat italien, qui ne reconnaît pas la pratique de la torture dans ses prisons, verse à Salvatore une pension d'invalidité. Pourtant, l'utilisation de la torture, même dans ce pays dit démocratique, existe bel et bien. Des dossiers d'Amnesty International en font état et dénoncent la torture tant physique que psychologique dans les prisons italiennes.

Aujourd'hui, l'état de santé de Salvatore nécessite son transfert dans un hôpital civil. A cet effet, son avocat Me de Felice a déposé une demande de mise en liberté provisoire.

Pour ce qui est des deux autres militants anarchistes, une demande d'extradition pèse également sur Orestino Domenichello. Gabriella Bergamaschini ne voit, quant à elle, aucun mandat d'arrêt international ni demande d'extradition requis à son encontre. Une demande de mise en liberté provisoire a également été déposée pour elle.

Aujourd'hui, l'Etat frappe plus fort sur la communauté italienne. Il profite de son isolement et voudrait nous faire croire à de prétendus liens entre elle et Action directe. Le gouvernement français fait régner un régime de terreur en rendant la situation des réfugiés italiens de plus en plus précaire.

Un comité de soutien s'est créé et fait appel à la solidarité de tous et de toutes. Ecrire à : Centre Max-Nettlau (sans aucune autre mention), 15, rue Gracieuse, 75005 Paris.

Liberté pour tous les Italiens emprisonnés!

MARTINE ET NIKMO

Adresse des emprisonnés :  
Gabriella Bergamaschini, 160 99 2, maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, 7, avenue des Peupliers, 91705 Sainte-Geneviève-des-Bois;  
Salvatore Cirincione, 750 255, maison d'arrêt, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes;  
Orestino Domenichello, 750 219, 3<sup>e</sup> division, cellule 350 E, maison d'arrêt, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes.

le-t-elle aussi creuse (mais aboutit quand même à une expulsion)?

— pourquoi un tel refus de dialogue?

— si le danger d'écroulement est tel que le clame la ville de Paris, pourquoi les immeubles adjacents ne sont-ils pas alertés?

— pourquoi n'a-t-on pas fourni de projets sérieux sur le devenir de l'immeuble?

Le spectre de l'opération immobilière, style Goutte-d'Or ou Chalon, plane-t-il sur cette école maternelle? Si ce n'est pas le cas, c'est bien imité!

PARENTS D'ELEVES

## Apocalypse ? Non !

Au début de cette année, je vous informai du projet d'ouverture d'une mine d'uranium à ciel ouvert dans la région de Castelnau (Aude). Il faut savoir que les mines d'uranium ne sont pas des mines comme les autres, puisque la faible teneur du minerai entraîne cependant de gigantesques dévastations, et lorsqu'on sait qu'une usine de prétraitement sur place pour éviter les transports pourrait également s'installer, on peut être inquiet pour l'avenir écologique de cette région si durement touchée par deux plaies : le chômage, puisque le Languedoc compte plus de sans-emplois que la tristement célèbre région de Lorraine, et l'armée, vu que les paras et autres légionnaires infestent le département de l'Aude depuis plusieurs années.

### DIVERSES CONTAMINATIONS

Il faut garder en mémoire que l'extraction et le concas-

sage de ce minerai libèrent un gaz, le radon 222, qui, après s'être disséminé, se transforme en particules solides, des aérosols, se fixant inégalement dans l'organisme des mineurs et des êtres vivants qui risquent également la contamination du fait de l'existence d'un vent violent aux alentours de Tréville.

Mais également contamination des eaux par les poussières de roches chargées radioactivement. Ensuite par le fait que le radon 222, très soluble dans l'eau, pourra pénétrer les terres par ruissellement des eaux de pluie, d'arrosage des galeries (afin de limiter l'inhalation des poussières par les mineurs), de lavage du minerai après concassage, contaminant végétaux, nappes phréatiques et pouvant polluer enfin une partie du canal du Midi.

Le traitement du minerai se fait par l'emploi massif de teepol et arrosage des «stériles» à l'acide sulfurique,

on imagine facilement les inconvénients que cela entraîne. Les stériles sont des déchets pauvres en uranium mais radioactifs par d'autres éléments (radium, thérium et radon). Les eaux infiltrées qui en ressortent atteignent cent fois la concentration admissible en radium!

Quant on sait qu'il faut extraire une tonne de roches pour récolter 400 grammes d'uranium, on peut sans doute affirmer que Tréville va ressembler à un paysage lunaire, voire à un site apocalyptique vu l'énumération des risques graves qui résultent de l'extraction de ce minerai.

### POURQUOI RECHERCHER DE L'URANIUM?

Essentiellement pour alimenter le programme démentiel conçu par Giscard et perpétué par Mitterrand au niveau de l'électricité d'origine nucléaire, qui à l'heure actuelle coûte plus cher que le

rendement rendu! Ensuite pour fabriquer des armes, étant entendu qu'aujourd'hui tout surgénérateur ne sert qu'à produire du plutonium, minerai cher aux yeux de nos militaires.

Affirmer, comme les ingénieurs d'E.D.F., que ces mines offriront des emplois à une localité si durement atteinte par le chômage est un pur mensonge, puisque l'ensemble des techniciens viendront de l'extérieur et que, pour le personnel manuel, il se déplace déjà d'une mine à l'autre et que la COGEMA (Compagnie générale de matières nucléaires) emploie une main d'œuvre sous payée ou intérimaire — ce qui évite, bien évidemment, un suivi au niveau médical.

### EN CONCLUSION

Lutter aujourd'hui contre la mise en place de la mine d'uranium de Tréville, ce n'est pas préférer la bougie et le temps des cavernes : c'est

avant tout refuser la dictature énergétique pronée par les multinationales (Westinghouse, Empain, Schneider, Creusot-Loire...), affirmer ensuite sa volonté de choisir la pluralité énergétique (énergie solaire, du vent, la géothermie, la bio-énergie, le gaz méthane, l'énergie de la mer) axée essentiellement sur les énergies renouvelables — en l'an 2000, dans 15 ans, 80% de la production énergétique australienne sera fournie par le soleil.

Lutter enfin contre tout nucléaire, c'est affirmer son combat contre une société de gaspillage et de surconsommation où la plupart des produits sont fragiles et baclés ; c'est relancer les énergies classiques et dire qu'une crise peut être irréversible vu que la pénurie d'uranium apparaîtra à l'aube du second millénaire et qu'à ce moment-là il sera trop tard pour se mettre sur le chemin de la révolution. ROGER LE GUEN

## Nicaragua : une situation explosive

Etranglé par la contre-révolution qui assiège le pays, par la volonté de l'impérialisme américain d'en finir au plus vite avec un gouvernement qui n'est pas à ses ordres, le peuple nicaraguayen vit actuellement ses heures les plus sombres depuis 1979.

### UNE ÉCONOMIE A BOUT DE SOUFFLE

L'agression extérieure que subit le Nicaragua paralyse la reconstruction du pays durement touché par la guerre contre Somoza. Si, en 1982, la défense n'absorbait que 18% du budget national, elle en dévore aujourd'hui près de la moitié. C'est donc un effort insurmontable que tente le Nicaragua pour sa survie.

Les forces de la Contra sont responsables de la mort de plus de 12 000 personnes, de destructions matérielles s'élevant à plus de deux milliards de cordobas (1). Managua a dû fermer 840 collectifs d'éducation pour adultes, 854 écoles tandis que 29 autres étaient détruites, 60 dispensaires ont également été fermés. En 1984, 113 enseignants ont été tués, 187 autres enlevés et torturés. Certains programmes sociaux ont été sacrifiés, le budget de cette année ne permet pas, par exemple, la construction de nouvelles écoles, les fonds disponibles suffisant à peine pour entretenir et reconstruire celles qui ont été détruites. Les récoltes de café et de coton sont aussi les cibles privilégiées de la Contra.

Le plan de redressement économique lancé en début d'année par les sandinistes n'a pas donné les résultats escomptés d'après les aveux de la centrale pro-gouvernementale C.S.T. Ce plan consistait à libérer les prix, dévaluer la monnaie, interrompre les subventions aux producteurs... Certains prix ont doublé, la pénurie de nombreux produits continue. Le 27

août 1985, la C.S.T. publiait un rapport alarmant : le niveau de vie des travailleurs avait subi une chute importante au point que le salaire minimum ne représente même pas 10% du coût des denrées de base nécessaires pour nourrir leurs familles.

### LA CONTRA EN ACTION

Depuis 1981, la contre-révolution, organisée et financée par Washington harcèle le pays. Ses buts sont :

— empêcher la population frontalière de percevoir les acquis de la révolution sandiniste;

— terroriser ceux qui ne collaborent pas avec elle et ceux qui travaillent dans les programmes gouvernementaux;

— saboter l'économie;

— déstabiliser le pouvoir afin d'établir à Managua un

gouvernement conforme aux idéaux de la Maison Blanche.

tie du territoire, ce qui révèle qu'elle n'a que très peu, sinon aucun soutien de la part des populations. Des rapports nord-américains ont révélé que pour la F.D.N., principale force contre-révolutionnaire, les civils étaient les cibles privilégiées. Des cas de tortures, viols, enlèvements et meurtres sont fréquents afin de semer la terreur.

### DES MESURES INADMISSIBLES!

Le 15 octobre 1985, les autorités suspendaient toutes les libertés individuelles. Les libertés d'expression, d'information, de réunion étaient supprimées pour un temps indéfini (2). Cette mesure avait déjà été appliquée en 1982 et suspendue à l'occasion de la campagne électorale de novembre 1984. Cette décision



est due, dit-on, à l'activité de l'«ennemi intérieur», c'est-à-dire l'opposition de droite et l'Église. Alors pourquoi frapper le secteur ouvrier et paysan en supprimant le droit de grève? C'est simple, fraction la plus pauvre c'est elle qui a le plus souffert de la politique d'austérité. Des grèves avaient déjà eu lieu en début d'année contre l'augmentation des prix. Le jour de la

gouvernement, quelle que soit sa coloration, ne peut que trahir les intérêts du peuple. Avec sa politique de compromis : lenteur de la réforme agraire, non reconnaissance du statut indien, austérité envers les plus pauvres, le F.S.L.N. a trahi le peuple qui avait combattu avec lui.

JEAN-CLAUDE  
GR. KROPOTKINE

(1) 100 cordobas équivalent à FF. De 1981 à juin 1984.

(2) Certains parlent d'une année, d'autres de «tant que durera l'agression américaine»!

## Nicaragua : Ortega, Somoza même combat !

Les dernières nouvelles du Nicaragua sont plus mauvaises encore que les précédentes. On sait la situation conflictuelle qui règne au Nicaragua, pris dans l'état des zones d'influences. La «révolution» a vendu son âme au diable pour ne plus retourner en enfer. La stratégie n'était pas la meilleure! Cela l'a d'ailleurs entraînée à réserver plus de la moitié de son budget à la défense, ce qui est déjà le lot de bien des pays du tiers monde, mais tous n'ont pas en plus la malchance d'être à deux pas des États-Unis.

L'impérialisme américain finance abondamment et offi-

ciellement la Contra dont le rôle est effectivement de renverser militairement le régime sandiniste. Pourquoi? Parce que les sandinistes sont contre la liberté (la preuve : le voyage d'une semaine d'Ortega à Moscou). Pourquoi les sandinistes suppriment-ils, aujourd'hui, des libertés? Pour contrer la menace directe et indirecte des États-Unis. Où cela va-t-il mener?

Il va de soi que les récentes décisions annoncées très officiellement par le commandant Ortega ne vont pas calmer les esprits dans cette région du monde où chaque incident risque désormais de dégénérer en conflit ouvert

dans l'ensemble du Nicaragua. En effet, la suspension pour un an des libertés individuelles est une chose grave et l'explication selon laquelle les sandinistes «ne peuvent pas rester les bras croisés face aux activités contre-révolutionnaires» n'excuse pas la suppression du droit de grève (c'est exactement le contraire!) ni la censure, qui ne vise pas seulement les pro-américains : on avait déjà vu nombre de pressions et/ou saisies à l'encontre de divers organes de presse non sandinistes.

Est-ce bien malin d'annoncer en grande pompe une telle catastrophe? Tout est-il vraiment la faute des «enne-

mis intérieurs», des Américains? On avait encore jamais vu un chef d'État nier Helsinki d'une manière aussi explicite : Ortega aurait pu en cela s'inspirer du modèle soviétique pour lequel, par exemple, il n'est pas de prisonniers politiques; il n'y a que des détenus de droit commun ou des malades mentaux, qui mettent en péril la sécurité de l'État...

Les Nicaraguayens ont de quoi être déçus. Après s'être battus difficilement pour déloger un dictateur, ils ont dû continuer à supporter nombre de restrictions, de pénuries. Voici maintenant que la censure est de nouveau offi-

cielle, le droit de grève interdit et rien ne permet d'envisager la vraisemblance du caractère provisoire de ces mesures, vu le contexte.

Il nous faut bien encore une fois dire, ici, que pour nous anarchistes, il n'est pas de révolution qui passe par un gouvernement : c'est une contradiction. Il semble aujourd'hui que la paix au Nicaragua ne pourra s'établir et se maintenir que grâce à un réel mouvement pacifiste aux États-Unis. Inutile de dire qu'on en est bien loin. La tâche est immense et indispensable.

LE FURET

## La Suisse vert-de-gris

La Suisse, célèbre pour ses horloges, ses chocolatiers et ses banquiers, connaît elle aussi un retour en force de l'extrême droite sur la scène politique. C'est un véritable raz-de-marée nationaliste qu'a connu Genève lors des dernières élections cantonales. La formation d'extrême droite, qui s'est baptisée sinistrement Vigilance, a remporté 19,1% des suffrages, passant donc de 7 sièges à l'Assemblée à 19.

Comme en France avec les scores soudain importants du Front national, Vigilance est passée du stade groupusculaire au niveau de force politique avec laquelle il faudra désormais compter, puisqu'elle arrive en tête de toutes les formations politiques du canton. Quelle recette Vigilance a-t-elle utilisée pour que sa sauce prenne? C'est très simple: il y a «trop d'étrangers en Suisse» (ou de «faux réfugiés»), donc la criminalité est en hausse! Ajoutez là-dessus le problème du logement que connaît Genève aujourd'hui, quelques épithètes-choc du genre «changements la direction gauchiste du gouvernement» (sic!) et le tour est joué... exactement les mêmes cartes que joue ici Jean-Marie Le Pen.

Et encore! En Suisse, la législation sur l'immigration est beaucoup plus dure qu'en France puisque, par exemple, les emplois distribués aux immigrés sont ceux que les nationaux ont refusé. La Suisse connaît aujourd'hui une recomposition de l'extrême droite. Ainsi, à Zurich, le Parti National-Socialiste a été fondé récemment (N.S.P.). L'Action nationale est implantée dans toutes les grandes villes, mais reste minoritaire électoralement (4 sièges au Conseil national). Les mouvements intégristes gagnent de l'influence dans les campagnes helvètes.

A l'opposé des petits mouvements marginaux, des organisations comme Vigilance se parent d'un masque légaliste et respectable, et cette manœuvre paye incontestablement. Face à cette situation, les antifascistes et les antifascistes suisses sont décidés à être très... vigilants, et à ne pas laisser sans réponse les campagnes xénophobes de l'extrême droite contre tous les immigrés italiens, yougoslaves, maghrébins... Ceux-là mêmes qui ont construit la prospérité helvète de leurs mains!

G.D.

suspension des libertés, les ouvriers du bâtiment manifestaient devant le siège du gouvernement.

En prenant de telles mesures, Managua ne trouvera en face d'elle qu'une opposition de droite encore plus décidée à ne rien céder. De plus, c'est un cadeau au président Reagan qui ne manquera pas de s'en servir afin de rassembler derrière sa bannière les indécis du Congrès américain.

Condamnation sans réserve de notre part... Pour nous, anarchistes, la révolution ne peut se construire qu'avec les masses et par les masses. Un



## Uruguay : Manifestation anarchiste

Le 23 août dernier, les compagnons de Montevideo ont organisé la première manifestation publique depuis le retour des militaires dans les casernes.

La manifestation s'est tenue dans un local syndical en présence d'environ 700 personnes. Une participation importante vue la situation politique de Montevideo, qui montre le développement du travail de réorganisation et de radicalisation du mouvement accompli par les compagnons. L'objet de la manifestation était la commémoration de Sacco et Vanzetti, assassinés aux Etats-Unis le 23 août 1927. Le choix de cette date a été justifié de la part des compagnons dans un tract distribué à l'occasion, comme se situant dans la continuité de la dernière manifestation publique qui s'était tenue en 1972, avant l'arrivée de la dictature militaire.

Cette manifestation avait eu justement comme thème la mise à mort de Sacco et Vanzetti, et en même temps avait relancé dans le cadre des luttes sociales de l'époque, la liberté de deux compagnons anarchistes qui étaient aux mains des criminels en uniformes et torturés : Leon Duarte et Washington Perez ; le parallèle avec Sacco et Vanzetti était idéal.

Voilà un extrait du tract qui était distribué lors de cette dernière manifestation : «Aujourd'hui 23 août 1985, nous nous rencontrons de nouveau pour commémorer Sacco et Vanzetti cinquante-huit ans après leur assassi-

nat. Et comme en 1972, nous voulons relier cet acte au souvenir de nos compagnons, de leur contribution aux idées révolutionnaires du mouvement anarchiste uruguayen. Pour cela, aujourd'hui, nous regrettons la disparition de Idilio de Leon, Bolivar Causade, tombés pendant la lutte ; Heber Nieto, assassiné ; Gilberto Coghlan, mort sous la torture ; de Abelardo Pitas, Ciriaco Morales, Salvador Fernander et beaucoup d'autres compagnons qui, jusqu'au dernier moment remplirent leur vie d'enthousiasme libertaire.

«Pour cela, aujourd'hui, nous réclamons la réapparition, vivants, de Leon Duarte, Gerardo Gatti, Alberto Mechoso, Gustavo Iuraurase, Roger Julien, Paul Olivera, Fernando Diaz, Alfredo Mogan et des autres compagnons séquestrés par les militaires. Pour cela, aujourd'hui, nous commémorons ces compagnons qui, faisant partie de différentes organisations, ont derrière eux une origine commune et devant eux le même objectif libertaire. Sans doute, cette manifestation ne s'arrête pas à regretter les compagnons disparus, à les commémorer pudiquement.

Notre véritable commémoration est un engagement militant renouvelé fait de pratiques révolutionnaires qui ont été et sont la raison d'être du mouvement libertaire. Donc parlons clair ! Luttons pour une société socialiste et libertaire, une société où les moyens de production sont de propriété collective, ou on réalise la socialisation com-

plète des biens et des services, de l'éducation, de l'administration, de la justice et des organisations de défense, une société où le pouvoir politique soit entièrement décentralisé dans les organisations populaires de base ; une société où ne survivent pas des formes d'exploitation ni de domination.

Nous savons aussi que tout cela demande une rupture révolutionnaire avec les actuelles relations de pouvoir de notre organisation sociale et nous n'ignorons pas que cette rupture n'est possible qu'après un long, complet et souvent réversible processus de maturité. Notre commémoration ne s'arrête pas à la réaffirmation de nos objectifs finaux. Nous savons que les mêmes prennent vie dans le cadre de la lutte politique dans des conditions historiques concrètes. Pour cela notre développement s'intègre dans le cadre des luttes du mouvement populaire uruguayen pour ses besoins immédiats. Pour cela, nous occupons notre place dans les luttes pour la défaite de la politique économique du gouvernement et pour l'extension et la radicalisation des libertés populaires. Nous le faisons en apportant notre critique radicale et ponctuelle du système de domination, en indiquant les objectifs et les moyens adaptés. Renonçons à l'isolement et discutons de nos projets avec les travailleurs, dans les quartiers populaires, avec les étudiants et partout où on peut insérer une proposition de lutte...»

Traduit de «Umanita Nova»

## Nouvelles d'Espagne

PORTS ET DOCKS

Dans le port commercial de Vigo, des élections ont eu lieu récemment pour le comité d'entreprise de la société Frigasa. La C.N.T. a obtenu trois sièges, contre quatre aux Commissions ouvrières, un à l'U.G.T., et un à un syndicat autonome. Cela représente une progression importante puisque la C.N.T. n'avait aucun élu dans le précédent comité.

SANTÉ

A l'hôpital civil provincial de Malaga, la C.N.T. a remporté un véritable triomphe en obtenant 10 sièges au comité d'entreprise contre 9 aux Commissions ouvrières et 4 à l'U.G.T. Il est à noter que la participation des 1 700 employés au vote a été particulièrement élevée.

La participation a également atteint le taux record de quatre-vingt-quinze pour cent à l'hôpital psychiatrique de Malaga. La C.N.T. fait son entrée au comité d'entreprise avec trois délégués, contre cinq aux Commissions ouvrières et cinq également à l'U.G.T.

RELATIONS INTERNATIONALES

## Lettre du Brésil

A propos de la réorganisation des centres libertaires au Brésil, celui de Sao Paulo, en plein fonctionnement, a réalisé dans la période qui s'étend d'avril à juin diverses discussions à l'université sur le thème de l'anarchisme.

Selon mes informations, ces discussions furent présentées sous la forme de cours et eurent une bonne répercussion sur l'ensemble de l'assistance.

En ce qui concerne spécifiquement les compagnons réunis autour du journal «O inimigo do Rei», nous sommes sur le point de procéder à l'inauguration du centre libertaire de Salvador ; actuellement, nous œuvrons à la mise sur pied d'une biblio-

thèque et de cours qui débuteront prochainement.

Dans l'immédiat, nos seules difficultés sont d'ordre économique, cela parce que nous devons entièrement nous autofinancer. Ceci dit, je ne pense pas que cet obstacle suffise à nous entraver dans la poursuite de la divulgation de nos idées.

En général, toutes proportions gardées, nous pouvons déclarer que les perspectives pour les anarchistes sont plutôt favorables. La vente de livres sur l'anarchisme marche bien et pour quelques-uns nous en sommes déjà à la seconde édition. Certes on peut penser que cet intérêt est académique.

QUERELLES  
POLITIQUES

Pour ce qui est du panorama politico-national, maintenant que la bourgeoisie a démoralisé les généraux, l'immoralité politique atteint son zénith et vient se répandre sur la voie publique.

Aux élections, nous comptons la participation de cinq partis communistes : Parti communiste brésilien (PCB), Parti communiste du Brésil (P.C. do B.), Parti communiste révolutionnaire, Parti révolutionnaire communiste et Parti communiste brésilien révolutionnaire !

Nous avons également onze partis légalisés, parmi lesquels le P.C.B. et le P.C. do B. (ce dernier encore endeuillé par la mort du tyran de Tirana). Cependant la tension qui subsistait entre eux a baissé sitôt que la justice a reconnu au P.C.B. l'usage exclusif du symbole de la révolution, la faucille et le marteau. Le P.C. do B. en est resté bredouille et il se pourrait qu'il en vienne à importer quelque symbole de ce village médiéval incrusté en Europe, l'Albanie.

Quelques partis écologistes et autonomistes ont également fait leur apparition.

«Solidaridad Obrera»,

Correspondant

## Création de l'I.F.O.R. en Norvège

L'I.F.O.R. (institut de recherche sur le mouvement anarchiste) a été créé comme la résultante d'une décision unanime de la N.I.F.A. (secrétariat nordique de l'I.F.A.) et de la Fédération anarchiste universitaire le 15 août 1985 à Oslo. L'origine de ce projet s'inspire des principes de l'Internationale des fédérations anarchistes et du manifeste de l'A.N.O.R.G.

Ce nouvel institut se situe dans la lignée du travail sur le «projet de recherches économique et sociale» mené par un groupe de l'A.N.O.R.G. (fédération anarchiste nordique). Les travaux de ce projet ont été largement diffusés dans le monde, notamment lors de sa présentation à la Rencontre internationale de Venise en 1984, et lors de sa parution dans l'hebdomadaire «Le Monde libertaire».

La finalité de l'I.F.O.R. vise à étudier tous les types de rapports humains et l'organisation sociale dans son sens large. L'accent sera plus particulièrement mis sur l'analyse des conditions économiques, politiques, sociales et culturelles considérées dans une perspective dynamique et historique. L'organisation anarchiste constitue bien évidemment un thème majeur de la recherche de cet institut.

L'I.F.O.R. effectue également des recherches dans les secteurs de la documentation, de l'information et de l'éducation. L'institut publie un «Bulletin international de recherche sur l'organisation» et le «Séminaire d'économie politique», organise des cours d'étude à l'université et dans les grandes écoles, en collaboration étroite avec d'autres secteurs de l'A.N.O.R.G., tel le N.I.F.A., «Folkebladet» (journal de l'A.N.O.R.G.), les éditions de l'A.N.O.R.G... L'adresse de l'I.F.O.R. est la suivante : International institute for organization research, c/o «Folkebladet», P.O. Box 117, Ankertorget, 0133 Oslo, Norvège.

D'après «Folkebladet»

## ESPAGNE : La loi générale de la santé

Dans son programme électoral de 1982, le P.S.O.E. prétendait en finir avec le chaos sanitaire sévissant sur le pays, en proposant notamment : l'unification des réseaux, le développement de la prévention, l'universalisation et la réforme du système sanitaire.

Aujourd'hui le projet de loi mis au point par le P.S.O.E. se place en contradiction avec ces objectifs : la pression du patronat, des municipalités et de certains syndicats (en particulier les syndicats médicaux) ont été efficaces.

Il en résulte que toute l'ossature du projet initial a disparu. Plus question d'unification des réseaux hospitaliers, plus de création d'un service national de la santé, plus d'universalisation des prestations de santé, plus de recours au budget des administrations publiques pour couvrir les dépenses.

Il ne reste plus grand-chose du projet initial, sinon la suppression des droits et devoirs des usagers du système sanitaire, l'introduction du libre choix du médecin, la création de collèges professionnels ayant compétence dans la santé publique et l'intégration des hôpitaux privés dans le réseau sanitaire public.

Ce projet ne peut qu'accroître le retard déjà énorme de l'Espagne sur les autres pays européens dans ce domaine. La C.N.T. en appelle à la mobilisation et à la pression populaire pour riposter à ce projet. C'est l'avenir sanitaire du pays qui est en jeu et la santé de tous les habitants de l'Espagne.

Il faut bien constater que les pressions d'une élite corporatiste l'ont emporté sur le souci d'une prévention et d'une promotion de la santé de tous d'une manière planifiée, participative et solidaire.

# Travailler aujourd'hui en U.R.S.S.

«Le travail en U.R.S.S. est une question d'honneur, de gloire, de courage et d'héroïsme», déclarait Staline en son temps. Aujourd'hui le travail tient toujours une place importante dans le discours officiel. Mais qu'en est-il aujourd'hui, comment vivent les travailleurs soviétiques?

## DURÉE DU TRAVAIL

En 1975, la durée de la journée de travail a été abaissée de 8 heures à 7 heures. En même temps, la semaine légale est passée de 6 jours à 5 jours et demi, soit de 48 heures à 38h30. En moyenne, les travailleurs ont une semaine officielle de 40,7h. En 1977, ils bénéficiaient en moyenne de 21 jours de congés par an, contre 18 en 1955.

D'après les autorités soviétiques, la durée du travail serait amputée par la «flanerie» des travailleurs. Les journaux dénoncent, sans relâche, les absences illégales, c'est-à-dire sans certificat médical, qui ne doivent pas dépasser 3 jours. De son côté, le quotidien syndical «Trud» mentionne, de façon courante, que les travailleurs effectuent 30h supplémentaires par mois sans que l'inspection du travail en soit informée. Il n'est pas rare, à en juger par les lettres de protestation de la part des ouvriers, que ceux-ci soient amenés à travailler dimanche et jours fériés, ce qui est interdit par la loi.

Les entreprises utilisent largement le travail supplémentaire lorsqu'il s'agit d'achever un plan mensuel ou annuel. Pour les faire accepter aux travailleurs, elles recourent aux stimulants matériels (bons de vacances, passe-droits vis-à-vis de l'administration...) ou la menace de sanctions. Bien que ce soit illégal, des travailleurs ont été licenciés pour refus d'effectuer des heures supplémentaires.

Les entreprises connaissent ainsi des cycles d'activités mensuels, trimestriels ou annuels avec des pointes périodiques. Quand les difficultés d'approvisionnement se font sentir, l'activité se ralentit pour repartir dès la livraison du produit manquant.

## LES SALAIRES

Le salaire aux pièces est présent partout où ce système est possible. On peut noter de fortes différences de salaires entre les différents secteurs et branches d'industrie. En ce qui concerne les services, les salaires y sont plus faibles que la moyenne de l'industrie dans une proportion qui varie des deux tiers dans les professions de la santé aux trois quarts dans le commerce. Dans la construction, vu la pénibilité du travail et le manque de main d'œuvre, les salaires sont supérieurs de 12% environ à ceux de l'industrie.

## FLUIDITÉ DE LA MAIN D'OEUVRE

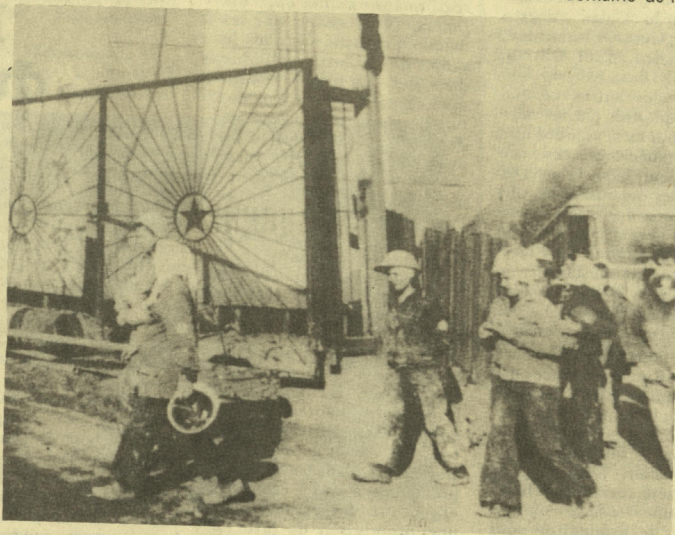
Dans la branche industrielle, les déplacements des ouvriers sont importants. Tous les ans, 20% du personnel de l'industrie et 28% de celui de la construction quittent leur emploi. Pour la tranche d'âge des 20 à 25 ans, ce pourcentage atteint 50 à 65%. Dans la quasi totalité des cas ces déplacements s'effectuent dans la même région. En effet, l'existence du passaport intérieur rend quasi impossible les déplacements à travers les différentes provinces, à moins qu'ils ne soient encouragés par les autorités. C'est le cas pour les chantiers et les usines d'Asie centrale et de Sibérie. Des travailleurs partent alors pour

quelques années, attirés par les primes et les avantages.

## LE LICENCIEMENT

Selon le code du travail de 1970, un travailleur peut être licencié pour quatre motifs : la transformation de l'entreprise, l'incapacité professionnelle, la non exécution systématique des tâches et l'absence injustifiée.

Le plus souvent, les travailleurs sont licenciés pour des motifs exclusivement politiques. En effet, le moindre contact avec des dissidents ou des activités dites «antisoviétiques» peuvent entraîner le licenciement avec inscription sur le livret de travail personnel où sont transcrits tous les détails de la vie professionnelle.



## LE TRAVAIL FORCÉ

Le travail forcé concerne plusieurs millions de personnes. Bien qu'ayant baissé, ce chiffre est encore effarant. Le départ pour les camps n'est pas réservé aux seuls opposants politiques. Nombre de délits de droit commun, dont les «crimes économiques» ( vols dans l'entreprise ou autre) peuvent entraîner l'envoi dans les camps.

Les personnes condamnées avec sursis et les détenus bénéficiant de remises de peine font partie d'une catégorie spéciale. Ils travaillent dans des entreprises normales, mais sous contrôle des autorités pénitentiaires. Au moindre manquement à la discipline, ils sont renvoyés au goulag.

Le développement des attitudes dites «antisocialistes», l'importance de la criminalité révèle une difficile insertion d'une partie de la population.

## LE NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS

Le niveau de vie en U.R.S.S. est inférieur à celui des pays occidentaux et même à celui de certains pays de l'Est (Pologne, R.D.A., Hongrie, Tchécoslovaquie). La croissance s'est ralentie de 1975 à 1980. Si le spectre de la famine est écarté, le rationnement, le manque de certains produits subsistent dans nombre de régions.

Dans certains domaines : l'éducation, la santé, le logement, les transports et une partie des loisirs, les Soviétiques bénéficient d'une gratuité ou semi gratuité. Dans le domaine de la santé, bien que l'U.R.S.S. ait le taux d'équipement hospitalier le plus élevé du monde (123 lits pour

mille habitants), la qualité des soins pâtit de trois maux : mauvais état des locaux, pénurie de médicaments et vieillissement du matériel. La baisse du budget de la santé n'est certainement pas étrangère à ce phénomène.

Si le coût du logement est insignifiant, il faut savoir qu'en 1977, la surface moyenne par habitant, dans les villes, était de 8,2 mètres carrés. Dans les nouveaux centres industriels, près de 10% des familles vivent encore dans des logements provisoires. Les logements récents sont souvent de construction défectueuse. Une enquête locale à Minsk montrait que la moitié des immeubles, livrés en 1981, ne répondait pas aux normes de l'équipement. Comme dans le domaine de la

fonds d'encouragement pour les ouvriers fautifs, suppressions des bons de vacances, de sanatoriums et des cliniques d'usines, la remise à une date ultérieure de l'octroi d'un logement, le recul des congés annuels à l'hiver». Sans commentaire!

## LES CONFLITS

Etant donné que l'U.R.S.S. est sensée être l'«émanation des travailleurs», les conflits du travail ne peuvent qu'être une infraction aux lois du travail ou une manifestation d'«impatience» face à la lenteur du progrès de la société. Ils ne peuvent en aucun cas être partie prenante de la lutte des classes.

Pour régler les conflits, les formes institutionnelles sont :

- les commissions sur les conflits du travail qui examinent les cas relatifs à la législation du travail et au règlement intérieur;

- les comités syndicaux d'entreprises qui examinent les cas pour lesquels un accord n'a pu être trouvé dans l'instance précédente;

- les tribunaux populaires peuvent être saisis par le travailleur ou l'entreprise.

La lente dégradation de la situation sociale : violation de la législation du travail par le directeur, la détérioration du niveau de vie, les paiements en retard des salaires conduisent au mécontentement des travailleurs. Pour contrer cette situation, ils utilisent alors les canaux légaux qui font le plus souvent faillite.

Généralement, les principales formes de conflits sont individuelles : absentéisme, changement d'entreprise, alcoolisme sont les moyens par lesquels les travailleurs manifestent leur insatisfaction. En 1973, l'absentéisme était estimé à plusieurs dizaines de milliers d'heures perdues. Début 1983, les autorités lancèrent une campagne contre l'absentéisme, les miliciens contrôlaient les cafés, théâtres, cinémas afin de dépister les travailleurs qui auraient dû se trouver sur leur lieu de travail. On constate un repli sur la sphère individuelle ou sur le petit groupe pour exprimer son mécontentement.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Prétendre que l'émancipation des travailleurs est possible en les maintenant dans un travail aliénant, avec une hiérarchie salariale et décisionnelle, comme c'est le cas en U.R.S.S., est mensonge.

Face à un P.C.F., main dans la main avec Moscou, et une extrême gauche se contentant de définir ce pays comme un Etat ouvrier dégénéré où il suffirait d'une révolution politique, il nous revient de déchirer, une fois pour toutes, le masque qui camoufle la nature de l'U.R.S.S. : un Etat capitaliste où la classe possédante — la bureaucratie —, à titre collectif, exploite la classe ouvrière.

L'appropriation des moyens de production ne doit pas se limiter à un simple transfert, c'est-à-dire à une étatisation. Les travailleurs doivent se saisir également du pouvoir de gestion et de contrôle. L'organisation du travail et la forme du pouvoir politique ne sont pas indépendantes. Ce n'est pas un hasard si l'U.R.S.S. cumule un pouvoir bureaucratique avec une division du travail identique au capitalisme occidental.

JEAN-CLAUDE  
GR. KROPOTKINE

## « Bouches cousues » (Nous parlons, vous écoutez.)

Enfin un livre ne laissant aux mâles que le droit d'écouter et de réfléchir. C'est une mise en accusation du patriarcat qui ne concède aux femmes que le pouvoir de se taire. Imbrication socio-médico-judiciaire enserrant la femme dans son entité d'asservissement!

**ARTICLE 22 DU CODE**  
Aucune mutilation ne peut être pratiquée sans motif médical très sérieux et, sauf urgence ou impossibilité, qu'après information des intéressées et avec leur consentement. C'est beau, ça fait joli, et après? Aucun texte ne remédiera à la malhonnêteté ou à l'ignorance impardonnable des dépositaires du pouvoir.

«Nous savons que les fillettes en âge de s'exprimer, sinon de se défendre, refusent la torture et ses conséquences. D'où le désir de pratiquer très tôt l'opération,

quelques semaines après la naissance.»

**EXCISION LES FANATIQUES**  
«Enfin, l'une des réflexions d'un des médecins recommandés m'inquiète. Ce médecin, faisant allusion au ministère de la Santé, dit : "Il n'y a aucune raison pour que ce soit illégal". Nous avons le droit de pratiquer n'importe quel type d'opération comme c'est le cas en chirurgie esthétique.»

La pente, ici, est savonnée; l'argument spécieux! Chirurgie esthétique? Quelle réponse feriez-vous, docteur X, à un père musulman (ou chrétien, il s'en trouve) qui voudrait vous dire : «Le clitoris, c'est un vilain petit pénis. Les petites lèvres, ce n'est pas joli et les grandes lèvres non plus. Le sexe de ma petite fille doit être lisse, et pourquoi pas, fermé pour être beau.»?

Un langage clair s'appuyant sur des faits, tranchant sur le

vif des mutilations par le couteau de boucher ou le scalpel du chirurgien. La précision dans l'horreur d'une chambre feutrée que seule transperce la plainte des suppliciées. Un démêlé de l'obséquiosité généralisée doublée d'une certaine «échappatoire frileuse» (dans le texte). Une remise à leur place des commandeurs d'un ordre douteux empli de «malice». «Allez au Diable, castrateurs de la jouissance dont vous fûtes toujours les récupérateurs!»

Bref, un livre de René Saurel, à offrir à tous les bloqués de la matière grise, paru chez Tierce.

Mais à qui le cœur blesse, Et pour qu'il lui plaise, De mourir pour Marie, Ou un djinn mari, J'ouvre la porte au seuil, De ses combats déçus, En ayant l'arme à l'œil, Au dur chant d'un Massu.

DELPECH MICHELLE

## Salut compagnon !

Quand il est mort, le poète, on a eu du mal à y croire. Jean-Roger, gros ours bourré

de tendresse à n'en plus pouvoir parler, l'œil furtif qu'il essuyait, machinal, du revers

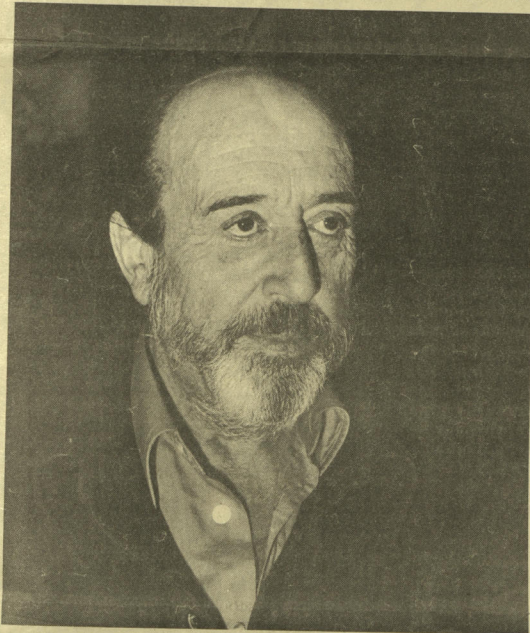
de la main...

Merci, Caussimon —il faut ces circonstances pour libérer les mots! Merci d'avoir écrit et chanté «Monsieur William», ou «Comme à Ostende»... Merci aussi d'avoir toujours répondu à nos appels pour nos galas de soutien.

T'en souvient-il, ce soir de septembre 1981 quand, entre Jacques Debronckart et Jacques Florencie, tu vins dans notre cave, dans les tout premiers invités, accréditer Radio-Libertaire de ta présence? Tu fus, selon Paulette ta compagne, ce soir-là exceptionnellement bavard. C'est dire que tu parlas un peu. Quelle leçon tu donnes, malgré toi, lors de cette émission, aux bavards, aux pédants, aux fats. Tu n'étais, toi, artiste modeste, auteur superbe et familier, que chaleur, chaleur et émotion.

Un type épatant, maintenant nous pouvons te le dire, une grande qualité toute interiorisée. Qu'ajouter, sinon ceci : nous avons une peine profonde, vraiment.

Fédération anarchiste  
Radio-Libertaire



### « Article 31 » (n° 12)

Le numéro 12 du mensuel «Article 31» vient de paraître. Au sommaire de la revue des empêcheurs de fasciser en rond (1) : les activités du Front national, des infos sur l'extrême droite au niveau international, des dossiers très intéressants sur la Nouvelle Droite, le Parti humaniste, un article sur l'attentat fasciste de Bologne, le 2 août 1980, etc. Chaque numéro de «Article 31» ouvre une tribune libre à une organisation ou une association luttant contre le racisme et ceux qui le propagent. Ce mois-ci, la Fédération anarchiste expose son point de vue sur l'extrême droite et les moyens de s'y opposer.

A lire donc, absolument, et à conserver précieusement. «Article 31» est un outil indispensable pour tous les antifascistes conséquents!

GIL (GR. LIBERTAD)

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire, 15 F. Pour toute correspondance (uniquement) : «Article 31», B.P. 423, 75527 Paris cedex 11.

## « Porc royal » de Malcom Mowbay

Comment les Anglais se sont-ils comportés durant les périodes de rationnements qui accompagnèrent la Seconde Guerre mondiale? Si vous en avez une idée assez flateuse, sachez que Malcom Mowbay ne la partage pas —c'est le moins qu'on puisse dire.

Pour lui, le marché noir existait («in England») comme partout ailleurs. Partant de là, son film est un vrai jeu de massacre où la bourgeoisie en prend pour sa «classe» (ou grade, c'est pareil!). Ce ne sont pas les petites combines des petites gens qui l'intéressent, mais le regard des notables sur le porc devenu produit de luxe et de «standing». L'animal susceptible de faire grimper l'échelle sociale : le «porc royal».

O.L.T.  
GR. FLORES-MAGON

## Programme de Radio-Libertaire

JEUDI 31 OCTOBRE

«Blues en liberté» (10h à 12h) : Howling Wolf et le Chicago blues ; «Infos musique» (14h à 15h30) avec Nelly ; «Enlirez-vous» (15h30 à 17h) avec Jocelyne et Agustino pour «Une femme si sage» ; «Si vis pacem» (17h à 18h) : colloque militarisation de la société avec le C.A.I.O.

VENDREDI 1er NOVEMBRE

«Jouissances» (12h à 14h) avec Igor Theodorov (jeune informaticien) : musique, informatique et mathématiques ; «Et les croissants, bordel!» (8h à 10h) : revue de presse de la semaine avec Laurent, Alain et Jean-François ; «Palais de police» (15h30 à 17h) : l'affaire Mévier ; «L'Invité quotidien» (18h à 20h30) : après une revue de presse à bâtons rompus, présentation de l'œuvre d'A. Schwitzgubel.

SAMEDI 2 NOVEMBRE

«Le père Peinard» (11h à 12h) : actualité sociale avec M. Joyeux, R. Guérin et P. Chenard ; «Chroniques syndicales» (12h à 14h) : Renault ; «De bouche à orateils» (15h30 à 17h30) : Jacques Barthes et Didier Desmas sont invités ; «Epsilon» (17h30 à 19h) : montage sur le cinéma (suite).

DIMANCHE 3 NOVEMBRE

«Folk à lier» (12h à 14h) : programmation country ; «Trisomie 21» (20h30 à 22h30) : actualité des autoproductions et des petits labels rock, news de Londres.

MARDI 5 NOVEMBRE

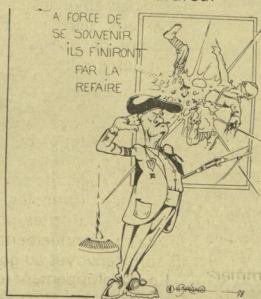
«Chroniques syndicales» (18h30 à 20h30) : l'A.D.F.I. (organisme de formation pour les travailleurs immigrés) ; «Décharge publique» (20h30 à 22h30) : foyers DDASS et Claudé Reboul.

MERCREDI 6 NOVEMBRE

«Avis sur le théâtre» (11h30 à 12h30) : les revues sur le théâtre ; «Géopolitique» (15h30 à 17h) : multinationales, les empires Nestlé-B.S.N. (suite).

## Rencontre avec...

En attendant de nous la foutre sur la g..., ils ont sans doute, de la gauche à la droite, ressenti un petit frisson d'aise quand elle a claqué là-bas, du côté de Mururoa!



L'Union sacrée sur fond d'alternance : gauche! droite! gauche! droite! La caste militaire peut-elle rêver musique plus méuldeuse?

Ne doutons pas que la date anniversaire, toute proche, du 11 novembre sera, une fois encore, l'occasion d'exhorter les Français à serrer les rangs, à faire confiance aux chefs et à accepter les sacrifices les plus divers pour la grandeur de la Mère Patrie.

Pour commémorer la grande boucherie, la librairie du Monde libertaire reçoit du 2 novembre au 16 novembre une exposition de planches originales du dessinateur Tardi. Le même Tardi, sous réserve, sera présent à la librairie le samedi 9 novembre à partir de 16h avec Michel Auvray, connu notamment pour ses recherches et ses écrits sur les antimilitaristes, les réfractaires et les victimes de la Grande Muette.

C'est le jour même du 11 novembre que Radio-Libertaire, quant à elle, vous donne rendez-vous avec Michel Auvray, de 17h à 18h30, pour un spécial «Allons z'enfants» du 11 Novembre.

Le «Monde libertaire», ne voulant pas manquer cette date, consacra une page de son prochain numéro à cette période de notre histoire.

L'équipe d'animation

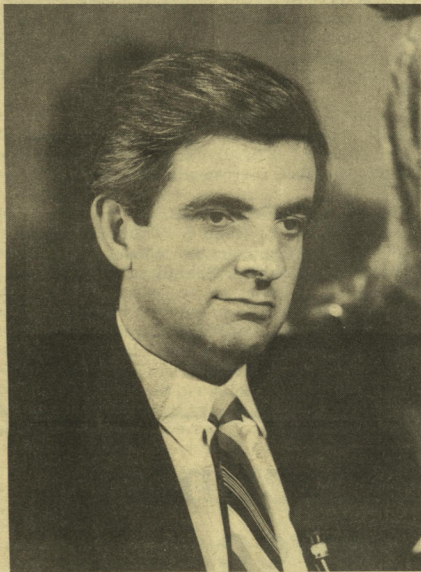
# Chevènement : la mise au pas

La régression sociale est à l'ordre du jour, dans l'Education nationale comme ailleurs! Aucun secteur ne sera épargné. Là aussi la gauche au pouvoir s'est mise au service du capitalisme, lui offrant une école telle qu'il la souhaite. Au bout du compte, ce sont les travailleurs de l'enseignement et les enfants des travailleurs qui paierons la note.

## PEDAGOGIE : LE RETOUR AUX SOURCES

Je ne reviendrai pas sur les nouveaux programmes de Chevènement déjà largement commentés dans notre journal. Chevènement a choisi : finie l'école où l'on posait — cela même si c'était souvent fort mal — le problème de l'échec scolaire. Aujourd'hui, le doute est balayé : vive l'école!

«La Marseillaise» est de nouveau aux programmes, avec elle l'hypocrite devise «Liberté, Egalité, Fraternité» et, bien sûr, l'histoire de ces rois «qui ont fait la France».



Le projet est simple : les bonnes vieilles méthodes rétros qui, sous Jules Ferry, avaient si bien forgé les consciences nationalistes envoyant une jeunesse au casse-pipe, dans les tranchées de la Marne, ne pourraient-elles pas produire le même effet dans la rude guerre économique que se livrent les pays les plus développés?

## LA LOGIQUE DE LA COMPETITION

Que vive l'école pour que vive la France : une France aux premiers rangs. Le tiers monde, connais pas ou tant pis pour lui! Voici l'apologie du chacun pour soi, chastement rebaptisé «élitisme républicain»! L'on ne veut plus d'une école publique mais d'établissements en concurrence ; tout comme dans nos classes, il ne doit plus y avoir de problèmes sociaux, mais des individus en compétition, qui s'affrontent... Les patrons reconnaîtront les gagnants.

Le tout sur le modèle de l'entreprise (qui, comme vous le savez, n'est plus un lieu d'exploitation...) devenue l'exemple, la référence ultime!

## L'ENTREPRISE : LE MODELE!

La rigueur budgétaire devient donc la règle. Des postes sont supprimés à l'école primaire, les collèges et lycées accueillent de nombreux élèves en plus sans réellement de moyens nouveaux (c'est même parfois moins). On bourre donc les classes : la réforme Haby — que nous avons massivement combattue — limitait les effectifs en collèges à 24 ; nous voici maintenant froissant les 30!

On va même jusqu'à rogner sur les horaires d'enseignements obligatoires, comme le français et les mathématiques. Fabius parle pourtant, dans le même temps, de rénovation des collèges, il affiche l'ambition de voir d'ici l'an 2000 80% d'une classe d'âge atteindre le niveau du bac. Contradiction? Certes non! Car la question est bien : quel bac?

Ne vient-on pas de créer un bac d'«entrepreneur routier»? Créons demain un bac de balayeur et je

vous fiche mon billet que nous aurons bientôt beaucoup de mal à trouver un Français qui ne soit pas bachelier (cela avec tout le respect que mérite la fonction de balayeur)!

Et ne l'oublions pas : si le capitalisme a besoin d'une élite performante, il a aussi besoin d'une nombreuse main d'œuvre sous-qualifiée, corvéable à merci, à qui l'on destine les emplois précaires.

## AUTORITARISME

Enfin qui dit entreprise dit hiérarchie. Aussi l'autoritarisme ne cesse-t-il de s'accroître : l'inspection-répression est réhabilitée ; dans les écoles primaires, on essaie de plus en plus de transformer les directeurs — aujourd'hui simple collègues avec quelques tâches administratives en plus — en premier maillon de la hiérarchie...

Sans oublier bien sûr les lois de décentralisation effectives dans l'Education nationale depuis cette dernière rentrée et qui seront un merveilleux instrument aux mains du patronat et des notables locaux pour venir dicter leurs lois à l'intérieur même de l'école.

Notre recteur de l'académie d'Amiens a parfaitement résumé la situation (et reconnaissons lui au moins le mérite de la franchise) : l'Education nationale, comme toute autre entreprise, devra payer son tribut à la «modernisation» et à la crise, et cela ne sera pas sans douleur!

Chacun se trouve donc averti, ce n'est pas pour autant qu'apparaissent des réponses syndicales et pédagogiques à la politique de Chevènement. Et là se trouve sûrement le plus inquiétant.

## L'ACTION SYNDICALE AU PLACARD

Le dernier conseil fédéral national de la Fédération de l'Education nationale (F.E.N.) a démasqué ce que serait la logique qu'entend développer la tendance U.I.D. (de sympathie socialiste), tendance largement majoritaire, ces prochains mois.

Premier point : on dénonce les projets de la droite. Second point : on regrette les insuffisances de la politique de Fabius-Mitterrand. Enfin, on démontre que droite et gauche ce n'est tout de même pas «blanc bonnet et bonnet blanc», que le vrai danger se situe bien à notre droite et qu'il ne faut donc rien faire qui puisse faire le jeu de cette même droite. Conclusion du tout : on ne bouge pas et l'on attend 1986 pour voter pour qui vous avez compris... Chevènement peut dormir sur ses deux oreilles.

## LE VIDE PEDAGOGIQUE

Côté pédagogie, Chevènement peut là encore occuper une place vide! Deux thèses s'affrontent à l'intérieur de la F.E.N. : l'«école fondamentale» du S.N.I.-P.E.G.C. (1) contrôlée par la tendance U.I.D. et l'«école progressive» du S.N.E.S. (2) contrôlée par les proches du Parti communiste.

Si la première veut assurer la continuité de la maternelle au collège, la seconde veut réunir collèges



et lycées. L'enjeu réel est en fait l'élargissement de son champ de syndicalisation. U.I.D. compte sur le soutien des professeurs de collèges (P.E.G.C.) qui dans le projet de l'«école fondamentale» se syndiquent au S.N.I.-P.E.G.C. ; par le succès de ses thèses, le S.N.E.S. se verrait gagner le monopole de la syndicalisation des P.E.G.C. Le but de ces manœuvres n'est ni plus ni moins que le contrôle de la F.E.N.

Quant aux contenus, rien de bien nouveau : disons simplement, en caricaturant quelque peu, que l'élitisme républicain de Chevènement s'y trouve embelli de quelques touches d'humanisme.

## RIEN A L'HORIZON

Quant à l'école émancipée (tendance syndicaliste-révolutionnaire), mise à part quelques grands principes — qui sont d'ailleurs les nôtres — le flou est de rigueur : bien sûr il faut réaffirmer que les problèmes de l'école ne se résoudreont pas par un saucissonnage en tranches d'âges mais que l'école a besoin d'un projet cohérent qui vaille aussi bien de la maternelle à l'université que pour la formation des adultes. Ceci dit, tout reste à faire.

Signe des temps, à l'heure où Chevènement crachait son venin, la Coopérative de l'école laïque (C.E.L.) qui a tant fait pour populariser et diffuser les méthodes naturelles et actives de Célestin Freinet (sûrement la tentative la plus sérieuse pour jeter les bases d'une école autre) connaissait des difficultés qui mettent en danger son existence même.

Chevènement se nourrit aussi et bien sûr de ces vides syndicaux et pédagogiques. Le mouvement libertaire, par tradition si sensible aux problèmes éducatifs, peut largement contribuer à les combler. Une lourde tâche, à nous de nous y atteler.

J.-M. BAVARD  
LIAISON NOYON

(1) S.N.I.-P.E.G.C. : Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges.  
(2) S.N.E.S. : Syndicat national des enseignants du second degré (professeurs certifiés, agrégés, etc.).

## Affaire du Coral

### COMMUNIQUÉ A LA PRESSE ET AUX MEDIAS

Pour éviter toute confusion et à nouveau un dérapage des médias, comme en octobre 1982, je précise :

1.- que la pédophilie en tant qu'acte sexuel d'«attentat à la pudeur sans violence et d'excitation de mineurs à la débauche» n'a jamais été commis dans le lieu de vie Le Coral et, qui plus est, par les animateurs de ce lieu;

2.- que la relation de tendresse, de partage, d'acceptation de l'autre, d'autonomie sociale, affective et sexuelle — c'est-à-dire le «vivre avec» et le «cas par cas» est la relation de base et l'objectif éducatif mis en pratique quotidiennement au Coral et dans le Collectif réseau alternatif;

3.- que depuis huit ans l'existence du Coral a suscité de nombreuses tentatives autonomes qui accueillent la «différence» telle qu'elle est, sans l'assister, l'enfermer ou l'exploiter;

4.- que le scandale n'est pas celui d'une pédophilie supposée mais de l'enfermement

réel depuis des siècles de tous ceux qui dévient aux normes des «pouvoirs»;

5.- que je refuse violemment d'être le bouc émissaire ou la victime, ou encore le porte parole, de qui que ce soit ou de quoi que ce soit;

6.- que la justice des hommes est ce qu'elle est mais qu'elle n'a pas le droit de prendre des exemples truqués pour effrayer et mettre au pas tous les paumés sans défense;

7.- qu'il existe des pédophiles notoires et hors-la-loi (une infime minorité) à aider pour éviter le pire, c'est-à-dire la violence sexuelle envers un mineur.

Une éducation de l'enfance ayant une réalité communautaire, autogestionnaire et libertaire peut permettre d'éviter toute confusion, toute aberration et donner aux jeunes des moyens de compréhension et de défense suffisants.

CLAUDE SIGALA  
LE CORAL

**POUR ASSURER L'INDEPENDANCE DU « MONDE LIBERTAIRE », SOUSCRIVEZ...**